

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

LE

DROIT DE VOTE POLITIQUE

DANS

L'ARMÉE FRANÇAISE

PAR

CHARLES GARRIGUES

AVOCAT PRÈS LE TRIBUNAL CIVIL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA ROCHELLE

*Milites nostros alienarum rerum conductores,
aut fideijussores vel mandatores conductorum
fieri prohibemus.*

Cette thèse sera soutenue le 31 Octobre 1898, à 9 heures 1/2

PRÉSIDENT :	{	M. CHAVEGRIN, Professeur.
SUFFRAGANTS :		M. LARNAUDE, Professeur.
		M. BARTHÉLEMY, Professeur.

LA ROCHELLE

IMPRIMERIE GIRAULT, MASSON ET C^{te}, RUE DE L'ESCALE, 23

1898

LE DROIT DE VOTE POLITIQUE DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

Typ. GIRAULT, MASSON et C^{ie}, La Rochelle.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

LE

DROIT DE VOTE POLITIQUE

DANS

L'ARMÉE FRANÇAISE

PAR

CHARLES GARRIGUES

AVOCAT PRÈS LE TRIBUNAL CIVIL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA ROCHELLE

*Milites nostros alienarum rerum conductores,
aut fideijussores vel mandatores conductorum
fieri prohibemus.*

Cette thèse sera soutenue le 31 Octobre 1898, à 9 heures 1/2

PRÉSIDENT : M. CHAVEGRIN, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. LARNAUDE, Professeur.
M. BARTHÉLEMY, Professeur.

LA ROCHELLE

IMPRIMERIE GIRAULT, MASSON ET C^{ie}, RUE DE L'ESCALE, 23

1898



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

Le peuple en France est souverain. Cela veut dire qu'il est son propre maître, qu'il a en main « l'intégralité de l'autorité publique. » (1)

Les conséquences absolues de ce principe qui, s'il n'est point inscrit au frontispice de toutes nos lois constitutionnelles, est dans leur esprit, ont épouvanté les plus sages, et elles n'ont été admises sans restrictions en aucun temps, en aucun pays.

Le peuple étant souverain, chacun des individus considéré comme ayant une fraction du droit de tous, devrait concourir pour sa part aux actes de puissance publique que la masse accomplit. Tous les membres de la nation devraient nécessairement pouvoir exercer ce droit, qui est la manifestation la plus éclatante de la souveraineté nationale, le

(1) Bodin. *De la République*. Liv. II, chap. 7.

droit de vote. (1) Le suffrage devrait être universel lato sensu, ouvert aux femmes comme aux hommes, sans distinction d'état social ou d'état civique, majeurs et mineurs, indignes et incapables.

La souveraineté de la masse implique bien le droit de chacun, mais ce droit, fraction de celui de la masse n'a pas même nature que ce dernier. L'identité de la partie au tout est une chose dont les mathématiciens s'accommodent, mais que le domaine du droit ne saurait accepter pour les problèmes complexes.

La prérogative du citoyen ne s'analyse pas en une puissance de même sorte que la souveraineté du peuple. La nation est souveraine, c'est-à-dire que ses volontés veulent être obéies pourvu que les formes soient observées « *quod populo placuit legis habet vigorem.* » Ceci ne convient nullement à la volonté des citoyens pris un à un. Tandis que politiquement la nation est tout, politiquement l'individu n'est rien. L'une de ces volontés détachée des autres devient néant.

Jamais on n'a pensé que les droits de l'individu étaient à l'abri de toute restriction. Il appartient à la puissance publique d'empêcher que la mise en œuvre des facultés de chacun mette en péril les intérêts de tous. Chacun fait ce qu'il veut de sa personne et de sa propriété, mais les lois y dérogent quand l'intérêt public l'exige.

Toute législation sensée refuse le droit électoral à l'individu qui ne saurait en user sans danger. La société n'outrepasse pas ses droits et si elle agis-

(1) J.-J. Rousseau n'a-t-il pas dit que le peuple anglais n'était souverain que le jour où il votait.

sait autrement, elle n'atteindrait pas ses fins. La société a le devoir de ne rien omettre pour remplir sa mission. Son premier devoir est d'assurer aux citoyens un bon gouvernement.

Une masse indisciplinée est un pauvre instrument électoral. Il faudra lui communiquer une certaine discipline, soit en supprimant radicalement les droits politiques de ceux qui sont incapables ou indignes de les exercer, soit en en suspendant l'exercice pour ceux qui pourraient, par une manifestation inopportune, compromettre la sécurité sociale.

Dans les pays même où le gouvernement direct s'est maintenu, nous ne voyons pas plus aujourd'hui qu'autrefois l'ensemble des personnes vivantes prendre part à l'exercice de la souveraineté. Le peuple des cantons forestiers de la Suisse dans ses assemblées connues sous le nom de *Ländsgemeinden* qui constituent des démocraties tout à fait rudimentaires, pratique le gouvernement direct sous les yeux des femmes et des enfants, mais la femme ne participe pas au vote, et l'homme doit avoir un certain âge pour y prendre part. L'égalité de nature que Rousseau reconnaît à tous les hommes ne s'est jamais rencontrée dans la pratique du pouvoir souverain. La jouissance du droit se conçoit et s'impose comme distincte de son exercice, et si tous les membres d'une nation jouissent de la souveraineté, tous ne l'exercent pas.

Cette abstention se justifie pour les uns parce qu'ils sont incapables ou indignes, pour d'autres parce qu'ils sont dans une situation spéciale qui rend pour la sécurité nationale cette fonction politique tout à fait périlleuse.

La privation des droits politiques imposée aux militaires s'explique par le rôle tout particulier que doit jouer l'armée, par les obligations professionnelles qui lui incombent.

Etre militaire, c'est appartenir à la force coercitive chargée d'assurer la sécurité intérieure et extérieure du pays ; c'est être un des organes essentiels du pouvoir exécutif.

La question est de savoir dans quelle mesure cette force coercitive doit être séparée de l'organe législatif, dans quelle mesure elle doit être confondue avec lui.

A l'origine des sociétés, tous les pouvoirs étaient confondus ; sous l'ancien régime, le roi était maître absolu n'étant limité que d'une manière toute relative par les lois fondamentales du pays, les droits des Etats Généraux et des Parlements. La question du vote des militaires ne se posait pas, car aucun individu n'avait comme tel de droit politique. Le pays était divisé en trois ordres et les droits étaient contingents à chacun de ces ordres. Pour l'élection des députés aux Etats Généraux, les officiers votaient à peu près tous, mais comme nobles. Quant aux troupes, elles étaient mercenaires, parfois étrangères, presque toujours la propriété comme unités constituées de leur chef, et si l'individu comme tel avait eu des droits, on ne conçoit pas comment le militaire aurait pu en jouir librement, étant tout entier dans la main de son chef immédiat.

A partir de la Révolution, l'armée prend le caractère moderne d'une force au service du pouvoir exécutif. La séparation des pouvoirs telle que la France la comprend ne mettra-t-elle pas obstacle à

l'exercice de la souveraineté qui va être proclamée l'apanage de tout citoyen français. Telle est la question qui se pose et cette question se complique du fait de l'organisation de l'armée. Recrutée par le sort ou par l'enrolement volontaire, l'armée peut supporter la privation du droit de suffrage plus facilement qu'une armée nationale composée de la totalité des citoyens. Il y a dans ce dernier cas une lutte plus vive entre le principe du respect de la souveraineté nationale et le principe de la défense nationale.

Nous l'étudierons depuis la Révolution française ; puis nous exposerons les idées qui ont amené à priver le militaire du droit de vote sous chaque législation ; nous rechercherons si l'intérêt supérieur de l'armée a été bien défendu et compris. Pour mesurer exactement le sacrifice imposé aux militaires au nom de la discipline, nous examinerons le droit de vote non seulement d'après le texte même de la loi, mais surtout d'après l'application qui en a été faite.

Rappelons pour mémoire que la législation moderne n'a retiré au militaire que l'exercice momentané de son droit politique. Elle l'a suspendu pendant sa présence sous les drapeaux, mais elle a laissé intact chez l'individu, *εν δύνامي* sa participation virtuelle à la souveraineté nationale qui est un des grands principes du droit public moderne.

Nous étudierons dans un premier chapitre le droit de vote des militaires de 1789 à 1848.

La période qui s'étend de 1848 à 1889 fera l'objet d'un deuxième chapitre, et dans cette partie nous développerons spécialement la législation de la

seconde République, celle du second Empire, celle du gouvernement de la Défense nationale, la Loi de 1872 et celle de 1889. Enfin nous exposerons dans le chapitre 3 les propositions plus récentes dont le droit de vote des militaires a fait l'objet devant les Chambres. Une dernière partie comprendra l'exposé succinct de nos conclusions.

CHAPITRE I^{er}

DE 1789 A 1848

Les premières tendances révolutionnaires sont pour le suffrage restreint. Au début, les hommes qui devaient devenir démocrates étaient les plus intransigeants. Camille Desmoulins dans « *La France libre* » avait émis la nécessité d'un cens, Robespierre avait les mêmes idées. Le suffrage universel se présentait comme une organisation rudimentaire.

La question du vote des militaires n'offre un intérêt véritable que sous le régime du suffrage universel. Il n'est pas toutefois inutile d'étudier la période antérieure et de voir comment au lendemain de la révolution de 1789, le législateur a traité les militaires au point de vue des droits politiques.

Qui était soldat ?

Qui votait ?

Y avait-il un régime spécial à l'armée ?

Telles sont les trois questions que nous devons examiner.

L'Assemblée nationale supprima le service obli-

gatoire le 16 décembre 1789 en confirmant l'abolition des milices.

Le 22 décembre 1789, un décret (1) fixait les qualités nécessaires pour être citoyen actif, c'est-à-dire avoir le droit de voter et de se réunir pour former dans le canton des assemblées primaires.

Avec le cens de trois journées de travail exigé pour voter dans les assemblées primaires la question du vote des militaires ne pouvait guère sortir du domaine de la théorie. Il fallait en outre pour être citoyen actif un domicile de fait d'au moins un an dans le canton, domicile que la mobilité de la vie de garnison rendait difficile sinon impossible.

En 1790 cependant, l'article suivant est proposé à la Constituante « Tout militaire en activité con-
« serve son domicile nonobstant les absences
« nécessitées par son service, et peut exercer les
« fonctions de citoyen actif. » L'article sous cette forme fut combattu par M. de Liancourt, dans la séance du 28-février 1790. « Il ne faut pas — dit-il,
« qu'une disposition soit dangereuse. Tout ce qui
« peut nuire à la Société ne peut être juste. Il est

(1) D. 22 déc. 1789-janv. 1790 sur la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives :

Art. 2. — Les citoyens actifs c'est-à-dire, ceux qui réuniront les qualités qui vont être détaillées ci-après, auront seuls le droit de voter et de se réunir pour former dans le canton des assemblées primaires.

Art. 3. — Les qualités nécessaires pour être citoyen actif sont :

- 1^o Etre français ou devenu français ;
- 2^o Etre majeur de 25 ans accomplis ;
- 3^o Etre domicilié de fait dans le canton au moins depuis 1 an ;
- 4^o Payer une contribution directe de la valeur de 3 journées de travail ;
- 5^o N'être pas dans l'état de domesticité, c'est-à-dire de serviteur à gage.

« probable que les régiments seront sédentaires
« et attachés aux départements. Dès lors ils seront
« le plus ordinairement composés d'habitants de
« ces départements. Les officiers pourront abuser
« de leur crédit et de leur supériorité, soit pour se
« faire élire, soit pour diriger et maîtriser dans
« d'autres vues les élections. Les soldats ont fait
« un engagement par lequel ils ont renoncé mo-
« mentanément à leur liberté et à tous les avan-
« tages dont la Constitution trouverait du danger à
« leur laisser l'exercice. » M. de Noailles soutint
le projet d'article. « Il est certain que vous avi-
« lissez l'armée en la chassant de la Constitution.
« Assurément elle ne fait pas de distinction entre
« les soldats et les officiers ; et si vous privez les
« uns de l'exercice de leurs droits, vous en privez
« également les autres. » Ici M. C. de Lameth in-
terrompait pour ajouter « Et vous aurez sinon très
« peu de bons soldats, du moins pas un seul offi-
« cier. » Pour parer aux craintes formulées par
M. de Liancourt, l'Assemblée, en maintenant l'ar-
ticle dont le texte est donné plus haut, subordonna
le droit du militaire à cette condition, savoir :
« si... lors des assemblées où doivent se faire les
élections, il n'est pas en garnison dans le canton
où est situé son domicile (1). » L'Assemblée vota
aussi l'article 7 ainsi conçu : « Tout militaire qui
aura servi l'espace de 16 ans sans interruption et
sans reproche jouira de la plénitude des droits de
citoyen actif, et est dispensé des conditions rela-

(1) Décrets concernant la Constitution de l'armée, 28 février, 21 mars
et 28 avril 1790.

tives à la propriété et à la contribution sous la réserve exprimée dans l'article précédent (1).

Le 18 août 1790, une armée permanente de 150.000 hommes est organisée et la garde nationale est formée (2).

La législation de la Constituante est donc favorable au vote du militaire, non seulement parce qu'elle lui accorde ce droit quand il n'est pas en garnison dans le canton du vote, c'est à dire quand il est en congé, comme aujourd'hui dans notre loi, mais encore parce qu'elle l'exonère des conditions d'électorat imposées au civil. Les Constituants ont fait à l'intérêt supérieur de la discipline le même sacrifice que le législateur moderne, mais ils ont été plus loin que lui en exonérant le militaire des conditions de l'électorat après 16 années de bons services. D'une part ils violent le grand principe de l'égalité pour le plus grand bien de l'armée; d'autre part ils créent dans cette armée une classe d'électeurs privilégiés exemptés du cens.

Cependant cette faveur qu'ils témoignent pour les droits politiques du militaire, n'ira jamais jusqu'à le jeter dans la mêlée. C'est au citoyen que couvre l'uniforme qu'elle est accordée et à lui seul, car l'article 6 du décret des 6-12 décembre 1790 porte : « Les citoyens actifs ne pourront exercer leur droit de suffrage dans aucune des assemblées politiques s'ils sont armés ou vêtus seulement d'un uniforme. »

(1) Georges-Denis Weil. — « *Les élections législatives depuis 1789.* » p. 234 et suivantes.

(2) Le décret du 21 Juin 1791 forme 169 bataillons de volontaires d'un an.

Cette prescription a été édictée pour la garde nationale, mais elle exprime très nettement la pensée des Constituants.

Quelle était la valeur exacte de ce droit de suffrage accordé au militaire ?

La loi électorale de la Constituante était bien éloignée du suffrage universel. Des exclusions très nombreuses frappaient les indigents, les domestiques, etc... Les citoyens actifs nommaient un électeur du second degré par 100 citoyens actifs. L'exercice effectif de la souveraineté revenait au riche et le militaire ne gagnait pas grand chose en politique.

La Constitution du 3 septembre 1791 vient légèrement modifier le décret du 22 décembre 1789 (1).

Antérieurement, un décret des 6-20 juillet 1791,

(1) Constitution du 3-14 septembre 1791. tit. III, chap. I, section 2, art. 2, 3, 4 et 5.

Art. 2. — Pour être citoyen actif, il faut être né ou devenu français, être âgé de 25 ans accomplis, être domicilié dans la ville ou dans le canton depuis le temps déterminé par la loi.

Payer dans un lieu quelconque du royaume une contribution directe au moins égale à la valeur de 3 journées de travail et en représenter la quittance

N'être pas dans un état de domesticité, c'est-à-dire de serviteur à gage. Etre inscrit dans la municipalité de son domicile au rôle des gardes nationales.

Avoir prêté le serment civique.

Art. 3. — Tous les 6 ans le corps législatif fixera le maximum et le minimum de la valeur de la journée de travail et les administrateurs des départements en feront la détermination locale pour chaque district.

Art. 4. — Nul ne pourra exercer les droits de citoyen actif dans plus d'un endroit, ni se faire représenter par un autre.

Art. 5. — Sont exclus de l'exercice du droit de citoyen actif :

Ceux qui sont en état d'accusation.

Ceux qui après avoir été constitués en état de faillite ou d'insolvabilité prouvé par pièce authentique ne rapporte pas un acquit général de leurs créanciers.

revenant sur la restriction établie par le décret antérieur, décide que les officiers, sous-officiers ou autres attachés au service de terre et de mer, domiciliés habituellement dans les lieux où ils se trouveront soit en garnison, soit en activité de service pourront y exercer leurs droits de citoyen actif, s'ils réunissent d'ailleurs les conditions requises (1).

Le 22 juillet 1792, la patrie est déclarée en danger et 200.000 hommes, formant 215 bataillons, sont armés dans un parfait désordre. Le décret du 20 février 1793 met sur pied 500.000 hommes, requis d'une façon permanente parmi tous les hommes valides, célibataires ou veufs sans enfants, de 18 à 25 ans.

Le décret des 6-20 juillet 1791, assimile le militaire au civil pour le droit de vote. C'est un triomphe du principe égalitaire de la Révolution sur celui de la discipline.

L'armée aurait pu devenir un instrument politique très puissant dans la main d'un gouvernement qui créait arbitrairement des incapacités électorales, en éloignant du scrutin les ecclésiastiques et tous ceux qui précédemment avaient joui d'un privilège. D'autre part, le corps électoral ne mettait aucun empressement à voter. A Paris, sur 100.000 citoyens actifs, 10.000 à peine se présentent au scrutin.

La Législation, en 1792, recourt au suffrage universel pour les élections à la Convention. Une loi du 5 août, favorable à l'armée, dispense de toute

(1) Weil loc. cit.

condition d'électorat quiconque a porté les armes pour la liberté. Nous supposons que cette dispense s'étendit à la seule obligation d'une année de domicile que le décret du 10-12 août 1792 exigeait des citoyens actifs.

Il est difficile de savoir le nombre des électeurs qui ont voté pour la Convention, et d'évaluer, par conséquent, de quel poids a pu être le vote des militaires, mais on sait que les assemblées électorales à Paris et dans quelques départements, sur l'ordre du Conseil général de la Commune de Paris, prononçaient d'elle-même des exclusions. Faire voter l'armée dans ces conditions, c'était la mettre au service d'un parti.

La Constitution du 24 juin 1793 pose des principes et ne parle pas spécialement des militaires. (1) Elle devait mettre en pratique le suffrage universel absolu, mais elle n'a jamais été appliquée : Cependant, nous pouvons nous demander si le vote de l'armée n'aurait pas modifié le sens de la politique, car peu de jours après la promulgation de l'acte constitutionnel, le 16 août 1793 la levée en masse fut décrétée sous l'impulsion de Carnot. L'armée fut alors véritablement nationale. Elle comprit tous les éléments de la Nation, les riches comme les pauvres, les lettrés comme les ignorants. Le vote de l'armée aurait pu être l'expression fidèle de la volonté de tous ces citoyens

(1) Constitution du 24 juin 1793, art. 7.

Art. 7. — Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de tout autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice du culte, ne peuvent être interdits. La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme.

improvisés soldats, mais au lendemain d'une campagne victorieuse, on entrevoit le parti qu'aurait pu tirer un général populaire du vote de ses hommes, vote que les illettrés incapables d'écrire un nom sur un bulletin auraient été contraints d'émettre à haute voix.

La Constitution de l'an III par son article 75 paraît avoir abrogé la faveur accordée aux officiers ou sous-officiers par le décret des 6-20 juillet 1791. L'article porte en effet que nul corps armé ne peut délibérer. C'était une exception qu'il était nécessaire de formuler, étant donné les principes larges et généraux posés dans les premiers articles de la Constitution (1).

Ce triomphe de la discipline sur le principe de l'égalité était d'autant plus utile que jamais peut-être il n'a été commis plus de violences et d'illégalités que sous le Directoire. Ce gouvernement qui était pourtant un gouvernement régulier pratiqua en matière électorale toutes les fraudes. Mêler les militaires à des manœuvres blâmables, c'eût été diminuer ces armées républicaines dont M. Dus-sieux a pu écrire : « Une fois constituées en 1794, » elles furent admirables d'enthousiasme pour la » liberté et de volonté de maintenir l'indépendance

(1) Constitution du 5 fructidor an III, art. 17, 18, 19 et 20.

Art. 17. — « La souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens ».

Art. 18. — Nul individu, nulle réunion partielle de citoyens ne peut s'attribuer la souveraineté.

Art. 19. — Nul ne peut sans une délégation légale exercer aucune autorité ni remplir aucune fonction publique

Art. 20. — Chaque citoyen a un droit égal de concourir immédiatement ou médiatement à la formation de la Loi, à la nomination des représentants du peuple et des fonctionnaires publics.

» du pays. C'était une foi politique qui les inspirait
» et qui faisait leur force. Ces armées n'étaient pas
» composées de soldats [racolés ; elles étaient for-
» mées de toute la jeunesse française, bourgeois,
» paysans, riches, pauvres, lettrés, ignorants, tous
» ayant le même esprit. » (1) Leur valeur est confir-
mée par le général Dubreton, le maréchal Rocham-
beau, le maréchal Soult, et il est curieux de remar-
quer que c'est à ce moment précis où l'armée
semble animée d'une foi politique ardente que la
Constitution de l'an III lui retire le droit de déli-
bérier. Cet acte de sagesse politique est d'autant
plus digne d'éloges chez les auteurs de la consti-
tution directoriale que nous retrouvons plutôt chez
eux une tendance à faciliter l'exercice des droits
politiques à ceux qui ont exercé le métier des
armes. Aussi éloignés du cens que du suffrage uni-
versel, ils demandent à l'électeur du premier degré
le paiement d'une contribution personnelle ou mo-
bilière, mais ils en exemptent quiconque a fait
campagne pour établir la République, alors qu'ils
se montrent portés à augmenter le nombre des
exclusions, à l'égard de domestiques à gages, de
ceux qui ne connaissent pas une industrie méca-
nique et, à dater de l'an XII, des illettrés.

Nous avons vu que le droit de vote est refusé seu-
lement au citoyen faisant partie d'un « corps armé ». Dès l'an V, alors que le nombre des électeurs du 2^{me} degré à Paris, par suite des exclusions, a diminué de près de 25 %, se pose la question de savoir ce qu'il faut entendre par un citoyen appartenant à un

(1) Dussieux « L'armée en France », t. II, p. 387. Versailles 1864.

corps armé. La loi du 24 ventôse répond : « Tout » individu attaché au service des armées ne faisant » partie d'aucun corps armé soit en garnison dans » le lieu, soit en rade, ayant d'ailleurs les qualités » requises, pourra voter dans l'assemblée primaire » du canton où il exerce ses fonctions s'il y avait » précédemment son domicile. » (1). La loi du 18 ventôse précise encore dans ses observations générales : « On a élevé la question de savoir si les militaires sans congé ont le droit de voter dans les » assemblées primaires et communales. Il est clair » qu'ils font partie d'un corps armé; d'où il suit » qu'ils n'ont pas le droit de voter dans les assemblées primaires et communales ».

Par conséquent, comme sous la Constituante, le fait d'être soldat ne retire au citoyen l'exercice du droit de vote que par suite de sa présence au corps. Dès qu'il est en congé régulier il peut voter. Nous apprécierons plus loin dans cette étude, cette solution qui est redevenue la nôtre.

Le 19 Fructidor an vi (5 septembre 1798) la loi Jourdan sur la circonscription militaire est promulguée. Tout français est soldat et se doit à la défense de la patrie. En cas de déclaration de danger de la patrie, appel est fait à tous les Français, et il n'existe pas de dispense même pour ceux ayant obtenu des congés. La circonscription comprend tous les Français ayant de 20 ans révolus à 25 ans accomplis. A partir de cette époque, les lois militaires succèdent aux lois militaires, les Constitutions succèdent aux Constitutions, mais

(1) Weil. p. 237.

pendant 50 ans on ne s'occupe pas du droit de vote des militaires.

Citons pour mémoire la Loi militaire du 18 mai 1804, le Décret du 8 Fructidor an xiii, la Loi du 15 novembre 1813, l'art. 12 de la Charte de 1814, la Loi du 10 mars 1818 qui substitue l'appel à la conscription et fixe à 6 ans la durée du service, la Loi du 9 juillet 1824, l'art. 41 de la Charte de 1830 et la Loi du 21 mars 1832. Elles traitent des questions de recrutement et d'organisation mais sont muettes sur les droits politiques.

Il en est de même des constitutions et des décrets ou lois qui les accompagnent, constitutions, décrets ou lois qui n'abrogent d'ailleurs jamais formellement les dispositions précédentes concernant le militaire.

Mais de quoi étaient privés les militaires en perdant le droit de vote ?

Sous le Consulat et le 1^{er} Empire, le droit de vote en fait était aux mains des plus imposés. Les électeurs du canton étaient nommés à vie à dater de 1802 ; il ne s'agissait plus en votant que de remplacer les morts et les indignes ; aux électeurs de département nommés par les assemblées cantonales, le gouvernement avait la faculté d'en adjoindre de son propre choix, en les prenant parmi les plus imposés ou parmi les membres de la Légion d'honneur. Les électeurs de département, au nombre d'environ 35.000 présentaient au choix du Sénat les candidats au Corps législatif ; mais une lettre du ministre de l'Intérieur, de Montalivet, du 8 août 1810 nous dit que ces présentations devaient d'abord être agréées ; en cas d'urgence même le

Sénat a cru pouvoir désigner des députés sans qu'ils lui fussent présentés ; le fait s'est renouvelé 7 fois de 1806 à 1812, et a porté sur 75 députés. L'élection était une comédie ; il était plus digne de ne pas y associer l'armée.

La Charte de 1814 se borne à exiger que les électeurs qui concourent à la nomination des députés paient au moins 300 fr. de contributions directes et soient âgés de 30 ans ; le texte ne s'étend pas plus loin : il ne déclare point que tous les citoyens en qui l'aptitude aux fonctions d'électeurs est reconnue, seront appelés à les exercer, il n'interdit point un choix parmi eux.

Enfin les Lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 19 avril 1831 se bornent à édicter des conditions d'âge et de cens (1) et nous pensons que sous l'empire de ces lois, ces conditions suffisaient aux militaires comme aux autres citoyens libres, sauf toutefois la restriction de l'article 275 de la Constitution de l'an III commenté par la Loi du 18 Ven-

(1) *Loi du 5 février 1817.* — Art. 1. — Tout français jouissant des droits civils et politiques, âgé de 30 ans accomplis et payant 300 fr. de contributions directes, est appelé à concourir à l'élection des députés du département où il a son domicile politique.

Loi du 29 juin 1820. — Art. 3. — La liste contiendra la quotité et l'espèce des contributions de chaque électeur avec l'indication des départements où elles sont payées.

Loi du 19 avril 1831. — Art. 1. — Tout français jouissant des droits civils et politiques, âgé de 25 ans accomplis et payant 200 fr. de contributions directes, est électeur, s'il remplit d'ailleurs les autres conditions fixées par la présente loi.

Art. 3. — Sont en outre électeurs, en payant 100 fr. de contributions directes.... 2° Les officiers des armées de terre et de mer jouissant d'une pension de retraite de 1.200 francs au moins et justifiant d'un domicile réel de 3 ans dans l'arrondissement électoral.

Les officiers en retraite pourront compter pour compléter les 1.200 francs ci-dessus, le traitement qu'ils toucheraient comme membres de la Légion d'honneur.

tôse an vi et qui n'avait pas comme nous l'avons déjà dit, été abrogé.

Notre opinion est du reste corroborée par l'entrefilet suivant que nous détachons du *Moniteur* du 22 septembre 1817 : « Nous sommes informés » que le Ministre de l'Intérieur, considérant que » les choix confiés aux électeurs doivent être le » résultat des votes des notables de la nation sans » distinction de classes et de fonctions , a décidé » qu'aucun uniforme de la garde nationale ou de » l'armée ne pourra être porté dans les réunions » électorales. » Donc l'élection est un choix fait par les notables du pays, ce qui exclut la masse des militaires ; mais si parmi eux il s'en trouve réunissant les conditions de l'électorat et ne faisant pas partie d'un corps armé, ils pourront voter à la condition de déposer l'uniforme pour aller voter.

Le général Caffarelli et le maréchal Lefebvre s'étant présentés en tenue au bureau de vote ont vu le président , fonctionnaire nommé par le Gouvernement , leur rappeler cette prescription de la loi de 1791 et ils ont dû s'y conformer.

La loi du double vote de 1820 n'a fait qu'accroître le caractère aristocratique de l'élection.

Le militaire perdait peu en ne votant pas et la dignité de l'armée gagnait beaucoup à être à l'abri de la candidature officielle. Le gouvernement s'associait à des fraudes nombreuses dans la confection des listes électorales. La candidature officielle était pratiquée sans qu'on reculât devant la corruption ; les électeurs formaient comme un collège académique, un être moral ne prenant vie que pour le

vote et mourant après lui, à raison d'intérêts étrangers à l'ensemble des militaires.

Du reste les membres intéressés de ces corporations éphémères n'attachaient pas eux-mêmes à l'exercice du droit de vote une grande importance.

En 1815, sur 86 départements on n'en compte que 17 où la moitié des électeurs vont au scrutin malgré la gravité de la situation. En 1815, 1816 et 1817 la moyenne des abstentions est de un tiers.

Le corps électoral n'était pas très jaloux de son droit et il a pu subir plus philosophiquement les mutilations que le gouvernement lui a fait subir de 1820 à 1830 dans la proportion de plus de 10 % pour les électeurs et de plus de 75 % pour les éligibles (1).

La loi de 1831 tout en doublant le nombre des électeurs n'appela au scrutin ni les masses populaires ni l'armée. L'inégalité subsista partout jusqu'au suffrage universel. Le sacrifice imposé au militaire n'était donc pas aussi lourd à supporter et la discipline y gagnait.

La candidature officielle se pratiquait encore, même ouvertement, mais dès 1824 une autre candidature s'était fait jour à peu près semblable à celle de nos jours. En 1837 les candidats discutent et exposent leur programme. Le vote lui même est exercé avec plus de zèle. En 1831, les trois quarts des électeurs, avaient été aux urnes. Cette proportion monte à 4/5 en 1842. Un mouvement politique se dessinait. Le mieux était d'en tenir l'armée éloignée, d'autant plus que dès 1845 des sociétés

(1) Weil. p. 56-57-96.

secrètes travaillent à la démocratiser et à l'instruire pour la préparer à jouer un rôle dans la démocratie.

L'armée a vécu sous ce régime politique jusqu'en 1848. Nous pouvons dire que jusque là le droit de vote des militaires n'avait pas soulevé de discussions sérieuses et l'application des systèmes modérés que nous avons exposés n'avait donné lieu à aucune difficulté.

CHAPITRE II

DE 1848 A 1889

Ce qui domine en 1848, c'est le principe de la souveraineté du peuple poussé jusqu'aux extrêmes limites. La sentimentalité la plus exagérée succède à la passion la plus inquiétante. Les meilleurs orateurs, littérateurs et philosophes prennent tour à tour la parole à la tribune et dans les clubs. Ils semblent oublier que si la souveraineté est d'ordre constitutionnel, la privation du droit de l'exercer est d'ordre législatif et nous allons voir les représentants du peuple donner au droit de vote une étendue inquiétante, une expansion trop vaste. Le militaire votera comme un simple citoyen. C'est là le principe qui sérieusement entamé en 1852, disparaîtra en 1872 pour revenir à celui-ci : « Les » hommes présents au corps ne prennent part à » aucun vote ».

La loi du 15 juillet 1889 viendra confirmer la suspension de ce droit politique des militaires.

La seconde République

Dès 1848, une fièvre de lecture s'empare des sous-officiers de l'armée et fait naître des sentiments et des aspirations de liberté en opposition avec les tendances rétrogrades du pouvoir.

C'est alors que pour diriger ce mouvement, le gouvernement crée les bibliothèques régimentaires (1).

Le Gouvernement provisoire ne donne pas son appui au mouvement révolutionnaire de l'armée, cependant il lui accorde le droit de vote. Le décret du 5 mars 1848 qui établit le suffrage universel passait les militaires sous silence (2). M. Garnier-Pagès qui rend compte des délibérations du Gouvernement provisoire donne le détail suivant dans son Histoire de 1848 (tome III, page 219) : « Au » sujet du vote de l'armée, le procès-verbal de la » séance dit : Non, attendu l'impossibilité de faire » voter les soldats dans la commune sans disperser » l'armée d'une manière arbitraire et dangereuse » pour la sécurité nationale. » La question fut de nouveau débattue le 7 mars.

« Cette espèce d'ostracisme électoral, — dit Garnier Pagès, — allait être regardée comme une » défaveur après les journées de février. Ce déni

(1) « *La Révolution dans l'armée* » par Boichot, ancien représentant du peuple. Bruxelles, 1865.

(2) D. 5 mars 1848, art. 6.

Sont électeurs, tous les français âgés de 21 ans, résidant dans la commune depuis 6 mois et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

» du droit commun allait blesser au cœur l'armée,
» au moment même où le Gouvernement provisoire
» s'efforçait de rétablir entre elle et le peuple une
» confiance mutuelle ». (1).

Le 8 Mars, l'instruction du Gouvernement pour le décret relatif aux élections consacrait 2 articles au vote des militaires en activité de service (2), et cette instruction était bientôt suivie d'une circulaire du Ministre de la guerre aux généraux commandant les divisions militaires (3) et d'une circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets (4).

(1) Weil, loc. cit.

(2) Instruction du 8 mars 1848, art. 37 et 38. — Art. 37. — Les électeurs militaires en activité de service seront avertis par leurs chefs immédiats aussitôt après la publication du Décret du 5 mars et de la présente instruction du droit qu'ils auront de participer à l'élection générale, comme les autres citoyens et du nombre des représentants attribués à leurs départements respectifs.

Ces militaires se réuniront sous la présidence du chef le plus élevé en grade en sections dont chacun comprendra les citoyens d'un même département. Le président sera assisté de quatre assesseurs dont deux pris parmi les plus âgés et deux parmi les plus jeunes sous-officiers et soldats présents sachant lire et écrire.

Art. 38. — Le président avertira les électeurs militaires de réfléchir sérieusement à l'acte de citoyen qu'ils vont accomplir. Il les engagera à émettre leurs votes secrètement en toute conscience et en toute liberté. Chacun d'eux écrira ou fera écrire son bulletin par l'un de ses camarades en dehors de l'assemblée et le remettra au président. Les bulletins seront dépouillés séance tenante en leur présence et le résultat du vote cacheté et certifié par les intendants militaires ou par les commissaires de la marine sera envoyé par le président du bureau le 30 Mars au plus tard, aux commissaires des départements auxquels appartiendront les votants. Ce résultat sera compris dans le recensement général des votes du département.

(3) Circul^e Min. de la Guerre, 15 Mars 1848. — Circul^e aux généraux commd^t les divisions militaires.

Afin de ne laisser aucune obscurité sur les formes dans lesquelles les militaires de tous grades doivent voter pour l'élection des représentants du peuple.

Général. — Les militaires de tous grades qui ont atteint l'âge de 21 ans étaient admis à participer à ce grand acte de citoyen, le seul entièrement indépendant qui puisse être accompli sous le drapeau, L'instruction précitée (8 Mars 1848) a établi deux classes d'électeurs

Les militaires qui sont en congé, en disponibilité, en non activité ou en réforme doivent suivant la circulaire du Ministre de la guerre, être inscrits au lieu de leur domicile respectif et exercer leurs droits d'élection en ce lieu. Les militaires en activité de service sont les seuls qui votent à leur corps.

Avant d'entrer dans le détail du fonctionnement du vote des militaires dans la période qui nous occupe, il est nécessaire de faire une remarque.

Le décret du 7 mars et l'Instruction du 8 mars 1848 sont comme le décret du 5 mars des actes du

militaires, savoir : Ceux qui sont en congé, en disponibilité, en non activité ou en réforme. Ceux qui sont en activité de service.

Les électeurs composant la 1^{re} classe doivent être inscrits au lieu de leur domicile respectif, mais ceux de la 2^e classe seront admis à voter dans leur garnison pour l'élection du département auquel ils appartiennent.

.....
Vous commencerez par faire mettre à l'ordre de la division le Décret et l'Instruction précités.... Vous prescrirez les mesures nécessaires pour que tous les militaires en activité de service soient avertis sans aucun retard par leurs chefs immédiats du droit qu'ils ont de prendre part à l'élection et du nombre des représentants attribués à leur département respectif.... Comme il est indispensable qu'il soit procédé sur le champ à la confection des listes électorales militaires, dans toutes les communes où il se trouve un corps, une fraction de corps, une école militaire ou un établissement militaire quelconque, le fonctionnaire de l'intendance militaire et à défaut l'officier ou le fonctionnaire civil qui le remplace dressera autant de listes conformes au modèle ci-joint qu'il y aura de section d'électeurs appartenant au même département (voir ce modèle).

Le modèle de liste adopté n'est pas seulement destiné à assurer l'uniformité matérielle nécessaire pour le recensement général, elle aura encore pour résultat de prévenir des écritures inutiles, les irrégularités et une partie de temps considérable.

D'après l'Instruction du 8 Mars, les listes doivent être établies par ordre alphabétique, c'est une condition de régularité à laquelle, il est désirable qu'on puisse se conformer. Cependant si cet ordre se trouvait interverti sur une liste par suite d'une erreur quelconque, il ne faudrait pas assurément recommencer pour cela la liste dont il s'agit.... Le but de cette Instruction est surtout de prévenir toute exigence non reconnue indispensable pour la validité des opérations. Après avoir été dressées et vérifiées avec soin afin de prévenir tout

pouvoir réglementaire. Ils émanent d'un gouvernement provisoire issu d'une révolution ; or si le droit de vote, si la souveraineté dont le droit de vote n'est que l'affirmation, sont d'ordre constitutionnel, la manifestation de cette souveraineté, c'est-à-dire les questions qui règlent le mode de son exercice sont d'ordre législatif. Dans la confusion qui est inséparable de toute révolution, ces principes furent oubliés.

En 1848 comme à toute autre époque, la difficulté

double emploi ou omission, les listes seront déposées pendant deux jours dans un endroit accessible à tous les électeurs militaires afin que chacun puisse en prendre connaissance et y faire opérer telle rectification que de droit. Dès que les listes seront définitivement closes, ce qui ne pourra avoir lieu que trois ou quatre jours après la notification du Décret et dans aucun cas avant le 27 Mars, les assemblées électorales devront être réunies.

Voici à l'égard de ces assemblées les règles à suivre pour leur formation dans chaque lieu de garnison :

Dans les places où un ou plusieurs corps se trouve stationné, il sera tenu une assemblée électorale pour chaque corps sous la présidence du chef qui en a le commandement. Dans celles où il se trouve seulement un bataillon, une compagnie, ou un détachement ; une assemblée sera également réunie quelle que soit sa force numérique sous la présidence de l'officier ou du sous-officier le plus élevé en grade.

Les officiers sans troupes et les employés militaires à résidence fixe seront appelés à voter comme ci-après. Ceux qui se trouvent au chef-lieu de la Division ou de la Subdivision, dans une assemblée présidée par le général de division ou le général de brigade et ceux qui sont employés dans les autres places sous la présidence de sous-intendants militaires et à défaut du commandant de la place ou de l'officier le plus élevé en grade s'il se trouve dans l'une de ces places, un officier dont le grade soit supérieur par assimilation à celui du fonctionnaire de l'intendance. La présidence de l'assemblée sera dévolue à cet officier.

Quant aux militaires de tous grades et de toutes armes qui se trouveraient dans une commune ou cantonnement quelconque en nombre insuffisant pour composer une assemblée d'électeurs, ils devront être portés sur les listes de la mairie et voter dans la commune chef-lieu du canton, comme les autres citoyens admis à y exercer leurs droits civils conformément aux dispositions spéciales de l'art. 5 de l'Instruction du 8 Mars.

dans l'organisation des scrutins militaires, est de garantir la liberté de chacun, d'assurer la sincérité des votes. Voici comment on crut pouvoir trancher cette difficulté.

Dans toutes les localités où il se trouve un corps militaire quelconque, le fonctionnaire de l'intendance militaire où le fonctionnaire civil qui le remplace doit dresser autant de listes uniformes qu'il y aura de sections d'électeurs appartenant au même département ; ces listes doivent être établies par

En ce qui concerne la composition du bureau de chaque assemblée électorale, les dispositions suivantes seront observées scrupuleusement :

Les chefs appelés à présider une assemblée doivent être assistés de quatre scrutateurs dont deux pris parmi les plus âgés et deux parmi les plus jeunes sous-officiers et soldats présents sachant lire et écrire. Cette condition est fort importante ; cependant il peut arriver que dans certaines localités, il soit très difficile de compléter le bureau comme il est indiqué ci-dessus. Alors le nombre des scrutateurs sera réduit à deux. Mais dans tous les cas et quel que soit le nombre des électeurs, un secrétaire devra toujours être choisi parmi eux par le président et les scrutateurs au moment de commencer les opérations. Le président de chaque assemblée rappellera aux électeurs réunis, l'importance de l'acte qu'ils vont accomplir et les engagera à émettre leur vote secrètement en toute conscience et en toute liberté. Chacun d'eux écrira ou au besoin fera écrire son bulletin par l'un de ses camarades en dehors de l'assemblée. Ensuite il le remettra au président ou à l'un des membres du Bureau. Le président et les scrutateurs déposeront eux-mêmes leur vote comme les autres électeurs et après avoir comparé le nombre des bulletins avec celui des votes constatés par les listes ou feuilles d'inscription, ils procéderont au dépouillement séance tenante et en présence des électeurs qui voudront assister à ce dépouillement.

Dans le cas où un ou plusieurs électeurs se trouveraient absents pour un service commandé au moment de l'élection, ils pourraient être admis sur leur demande à voter séparément. A cet effet, le scrutin resterait ouvert jusqu'au lendemain. Lorsque l'opération sera complètement achevée, le président remettra à l'intendant militaire ou au sous-intendant ou à défaut à l'officier ou au fonctionnaire qui en tient lieu les résultats de ce vote composé d'un nombre de procès-verbaux égal à celui des listes départementales ; il aura soin de joindre à ces procès-verbaux, les bulletins susceptibles d'être contestés ; les autres bulletins devront être brûlés. A son tour, le fonc-

ordre alphabétique. Le dépôt en sera fait pendant deux jours dans un endroit accessible à tous les électeurs militaires.

Après la clôture des listes, les assemblées électorales doivent être réunies ; ces assemblées sont tenues sous la présidence du chef de corps.

tionnaire de l'intendance certifiera et cachettera tous ces documents et les transmettra sans aucun retard au commissaire ou préfet du département auquel les électeurs appartiennent.

Dans les localités où il ne se trouve aucun fonctionnaire de l'intendance militaire, le président de l'assemblée fera directement cet envoi qui aura lieu avec franchise de port quelle que soit la destination. Sur l'enveloppe cachetée, il sera fait mention de la nature des documents. Cette mention sera signée par le fonctionnaire qui envoie le paquet, lequel sera remis cacheté par le commissaire ou préfet du département au président du Bureau central.

Signé : SUBERVIE.

(4) *Circulaire du ministre de l'Intérieur. 21 Mars 1848.* — La manière dont la gendarmerie devra être appelée à voter dans les élections générales a fait aussi l'objet de quelques doutes. J'ai reconnu avec le Ministre de la Guerre qu'en principe, la gendarmerie devrait être assimilée aux autres corps de l'armée, que par conséquent l'art. 37 de l'Instruction du gouvernement provisoire lui était applicable.

Toutefois comme dans beaucoup de localités, le nombre des militaires de cette arme est fort restreint, il a été reconnu qu'ils devraient être inscrits sur les listes d'électeurs de la commune où ils sont établis, dans tous les cas où ils seraient en trop petit nombre pour constituer un bureau et voter conformément à l'art. 38 de l'Instruction précitée. Il y a d'autant plus de raisons de suivre ce mode à l'égard des militaires appartenant à la gendarmerie que par le fait la plupart d'entre eux remplissent la condition de six mois de résidence imposée par l'art. 5 du Décret et que ceux qui ne la rempliraient pas encore sont compris au nombre des citoyens en faveur desquels le paragraphe 5 dudit article admet une exception pour causes diverses.

L'Instruction du Ministre de la Guerre en date du 15 Mars étend la faculté de voter avec les autres citoyens de leur résidence à tous les groupes de militaires en activité de service dont la faiblesse numérique s'opposerait à l'exécution des art. 37 et 38 de l'Instruction du 8 Mars. Les mêmes instructions ont dû être données par le Ministre de la Marine.

Les maires ne devront donc faire aucune difficulté d'inscrire sur les listes des électeurs de leur commune, les militaires et marins qui ne se trouveraient qu'au nombre de 5 ou au-dessous dans la même commune et ils voteront comme les autres citoyens au chef-lieu du canton.

La circulaire contient encore des indications relatives à la composition du bureau et au mode de recueillir les votes, au mode de voter applicable aux officiers sans troupes et aux employés militaires à résidence fixe, enfin à l'envoi des résultats du vote aux commissaires ou préfets du département qui le concerne.

La circulaire du Ministre de l'Intérieur traitait du vote des gendarmes appelés à voter comme les autres corps de l'armée, sauf dans les localités où les militaires en petit nombre devaient être inscrits sur les listes communales.

La Constitution du 4 novembre 1848 est votée. Les Constituants maintiennent le suffrage universel dans son intégrité ; les uns, les républicains par le respect de la souveraineté nationale poussé à l'excès ; les autres, les conservateurs et les monarchistes parce que la première frayeur que ce principe leur inspirait avait été calmé par le résultat même des élections. Entrés en grand nombre à la Constituante, les partisans naturels du suffrage restreint n'osèrent pas renier l'origine de leur pouvoir.

Le militaire ne fut pas écarté d'un suffrage dont personne n'avait à se plaindre. La discipline fut vaincue par un sentiment de gratitude générale à l'égard du nouveau principe. Le fait a dominé le droit. Ce n'est point que la question n'ait été discutée. Il est assez curieux cependant de noter que lors de la discussion, les motifs d'objection que nous retrouverons plus tard ont été très nettement exposés, mais que le législateur ne s'y est point arrêté.

A la séance du 6 septembre 1848 (1) M. Fayet ayant fait remarquer qu'on restreignait le suffrage, puisque les citoyens âgés de moins de 21 ans ne votaient pas, s'attira cette réponse de M. Pascal d'Aix : « Ils ont la jouissance du droit et non pas l'exercice, » et d'un autre membre de l'Assemblée : « Seront seuls exceptés les enfants qui ne seront pas sevrés. » Il riposta : « Quoi ! Vous dites que vous admettez le suffrage universel, et vous bornez ce suffrage à l'âge de 21 ans. Quoi ! avez-vous oublié que ces héroïques enfants qui ont sauvé la patrie, qui vous ont délivré de l'anarchie, autant par leur esprit que par leur courage, n'ont pas 21 ans.. » La discussion se termina par ces mots de M. Coquerel : « ... Qu'il me soit permis de le dire, « personne plus que la commission de constitution, « dans le calme de ses longues délibérations n'a eu « à se réjouir de tout ce que notre noble et courageuse garde mobile avait montré de dévouement « à la patrie et d'intelligence de ses institutions ; « mais soyez certains que nos jeunes soldats « citoyens ont su, en si peu de temps improviser « jusqu'à la discipline ; leur place est beaucoup « plus là où il y a des combats à livrer, de la gloire « à gagner, que là où il y a à délibérer et à voter « en connaissance de cause. Leur tour viendra, « laissons les soldats, ils seront citoyens un jour. » N'y a-t-il pas là un raisonnement incomplet. On n'a parlé que des mineurs de 21 ans. Le motif de discipline n'existait-il donc plus pour les majeurs de 21 ans ? Dans cet enthousiasme pour la souverai-

(1) Mon. off. p. 2320.

neté nationale et le suffrage universel, l'âge seul pouvait être un obstacle au droit de vote.

Le principe posé, il fallait en régler l'application, organiser la confection des listes et le mode de votation, ainsi que le recensement des votes. C'est ce qu'a fait la Loi du 15 mars 1849 dans ses articles 2, 17 et 62. Le rapporteur de la loi, M. Billault ne parle pas des militaires dans la déclaration qui accompagne le dépôt du projet (1), et on peut sans doute induire de là que la législation proposée était considérée comme ne devant faire l'objet d'aucune difficulté.

L'article 2 est ainsi conçu « La liste électorale » comprendra par ordre alphabétique : Les » militaires en activité de service, et les hommes » retenus pour le service des ports ou de la flotte » en vertu de leur immatriculation sur le rôle de » l'inscription maritime seront portés sur la liste » des communes où ils étaient domiciliés avant leur » départ. » Ceci ne doit s'entendre que des militaires appartenant à l'armée active et non de ceux qui depuis leur départ ou entrée au service ont pu acquérir un autre domicile que celui d'origine, tels que les gendarmes, les militaires en congé, en retraite, en état de réforme, etc... (2).

L'article 17 s'occupant de la publicité des listes, décide : « Dès que les listes seront devenues définitives, le préfet en enverra à l'intendant militaire » un extrait contenant les noms de tous les électeurs en activité de service militaire. L'Intendant » militaire adressera aux conseils d'administration,

(1) Mon. off. du 3 fév.

(2) Discussion, séance du 9 mars, (*Moniteur* du 10).

» aux chefs de corps, copie officielle de la partie
» de cet extrait concernant les hommes sous leurs
» ordres. Des extraits semblables en ce qui con-
» cerne les hommes immatriculés sur les rôles de
» l'Inscription maritime et retenus par le service
» des ports ou de la flotte seront également envoyés
» par le préfet aux commissaires de marine qui les
» transmettront sans délai au chef maritime sous
» les ordres desquels ces hommes sont placés ».

Lors de la 2^e délibération, M. Tassel avait proposé d'ajouter à l'article cette disposition. « Communi-
» cation de ces extraits sera immédiatement donnée
» à tout requérant par l'intendant militaire. » Il voulait pour que les militaires fussent à même de connaître les candidats, que l'intendant militaire fût obligé de donner communication à tous les requérants de la liste des corps de troupes, et de la résidence de ces corps, de manière que le nom de chaque candidat pût arriver devant les militaires et que leurs suffrages ne soient pas égarés.

L'amendement fut rejeté et M. O. Lafayette protesta en ces termes. « Vous avez consacré
» dix articles à faire en sorte qu'un électeur civil
» puisse réclamer devant le maire, devant le juge
» de paix, et même devant la Cour de Cassation, et
» vous vous arrangerez de telle sorte que les mili-
» taires ne puissent réclamer auprès de personne. » Et comme au banc de la Commission une voix s'élevait élevée « Leur famille réclamera » il ajouta : « Je n'attache pas plus qu'un autre une très grande
» importance à ces votes, qui en général, sont des
» votes isolés et ne changent pas beaucoup les ma-
» jorités ; mais, cependant, puisque vous voulez

» conférer aux militaires le droit de voter , vous
» devez le leur conférer aux mêmes conditions
» qu'aux autres citoyens, et dès lors je ne vois pas
» pourquoi vous ne leur donneriez pas les mêmes
» garanties... »

Un paragraphe additionnel fut encore proposé par M. Tassel « 15 jours avant le vote des militaires, le
» préfet fera insérer dans l'un des journaux du
» chef-lieu du département la liste, qui lui sera
» remise par l'intendant militaire de la résidence,
» des corps et du nombre des militaires apparten-
» nant au département dans chaque corps. » Le but facile à saisir était de donner à toutes les candidatures le moyen de se produire devant les militaires et de donner aussi aux militaires le moyen de faire un choix parmi tous les candidats. La commission s'y opposa par l'organe de M. Victor Lefranc, en raison des frais que devaient occasionner ces insertions. M. Charras exposa la difficulté qu'il y aurait pour les candidats à se proposer aux 10.000 électeurs d'un département répartis dans 15 ou 20 corps ; M. Degeorge demanda que cette publication fût faite au recueil des actes de la préfecture et après une concession du rapporteur M. Billault proposant de « prescrire que les intendants militaires et les préfets maritimes envoyassent le
» tableau des numéros de ces régiments au préfet
» de chaque département qui les déposerait comme
» les listes au secrétariat de la préfecture, pour
» être, comme elles, communiquées à tout requé-
» rant », le renvoi à la commission fut prononcé, et plus tard les conclusions du rapporteur furent adoptées.

Des trois articles que nous avons signalés, l'article 62 est celui qui fit l'objet de la plus longue discussion. Il est ainsi conçu : « Les militaires présents sous les drapeaux sont dans chaque localité répartis en sections électorales par département. » Chaque section est présidée par l'officier ou sous-officier le plus élevé en grade ou à défaut par le soldat le plus ancien assisté de quatre scrutateurs. Les quatre scrutateurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire. Il est procédé de la même manière pour les marins et ouvriers portés sur les rôles de l'inscription maritime et retenus par leur service hors du lieu de leur résidence habituelle et le résultat est pour chaque département envoyé au préfet par le président de la section. Le résultat transmis par le préfet au président du bureau électoral du chef-lieu est compris dans le recensement général des votes du département. Néanmoins l'exercice du droit électoral est suspendu pour les armées en campagne et pour les marins de la flotte se trouvant en cours de navigation.

D'après le premier projet de la Commission, les militaires sous les drapeaux devaient voter par corps ou même par détachement. Le système qui amenait parfois à constituer 86 sections électorales dans une même garnison présentait des inconvénients multiples. M. Brunet avait fait remarquer qu'il y avait telle circonstance où à raison du petit nombre des votants le secret des votes pouvait se trouver compromis, et il indiquait un remède « ne pas permettre que le vote soit dépouillé dans le corps, mais bien par une Commission centrale et

« indépendante qui dépouillera simultanément les
« votes de plusieurs corps. » Il prétendait concilier
ainsi les avantages de facilité du vote dans les
corps avec le secret du vote, et aussi avec la con-
centration partielle des votes avant d'arriver au
chef-lieu de département, faisant pour les votants
militaires ce qui était pratiqué pour les votants
civils en assimilant chaque corps par rapport au
bureau central à la section de canton par rapport
au chef-lieu du département. Son amendement était
ainsi conçu : « Le vote des militaires aura lieu par
« corps ou par détachement sous la surveillance
« d'un bureau de 5 membres. Le bureau appelle au
« vote chaque catégorie départementale de votants,
« compte les bulletins sans les ouvrir, les met
« sous enveloppe cachetée et les adresse, avec le
« procès-verbal de l'opération, au sous-intendant
« militaire qui est chargé de la surveillance admi-
« nistrative du corps du détachement. — Près du
« sous-intendant militaire s'est constitué par l'au-
« torité supérieure un bureau de dépouillement
« composé de 13 militaires de la localité. Ce bureau
« dépouille les bulletins envoyés par les différents
« corps pour chaque département et dresse un
« procès-verbal d'élection qui est adressé immé-
« diatement au préfet. » Cet amendement était
appuyé par M. Donatien Marquis qui affirmait bien
haut devant l'assemblée l'importance du secret des
votes militaires. M. Foy ayant démontré l'inad-
missibilité d'un système qui consistait à former
une section électorale par corps, alors que certains
corps se composaient d'un ou deux hommes (1),

(1) Dans beaucoup de places, l'officier du génie est seul avec un garde.

on en revint au mode de votation qu'avait antérieurement établi le gouvernement provisoire. Dans ce système, tous les militaires du même département, quelle que soit leur arme, à quelque corps ou détachement qu'ils appartiennent, votent ensemble dans la localité où ils se trouvent.

Messieurs Manuel et Dahirel demandèrent à la Commission d'ajouter au mot « militaires » les mots « et les employés militaires » pour désigner spécialement certains ouvriers de la marine. M. Charras fit remarquer que ces mots n'avaient jamais figuré dans notre législation et le rapporteur ayant fait observer que les hommes inscrits sur le contrôle de la marine ne pouvaient se trouver que dans deux situations : attachés au service de la marine militaire, c'est-à-dire considérés comme étant au service de l'Etat et sous les drapeaux ; dans leurs foyers avec leur liberté personnelle, c'est-à-dire votant dans leur canton, comme les autres citoyens, le texte de l'article fut maintenu sans modification dans cette partie.

La dernière partie de la discussion de l'article 62 et la troisième délibération (1) méritent une attention particulière. Elles ont abouti à une suspension du droit de vote des militaires dans une situation toute spéciale, la situation des armées en campagne. Un développement logique de la pensée qui a amené cette suspension nous amènera à cette conclusion que le droit de vote eût été suspendu pour les militaires en temps de paix dès 1849 si les

(1) Séance du 9 mars 1849.

débats de la Constituante avaient eu pour principe directeur une idée vraiment juridique.

Le 7 mars 1849, M. Callet avait proposé un amendement tendant à supprimer l'exercice du droit électoral pour les militaires pendant toute la durée de leur service actif. L'assemblée vota la question préalable. Lors de la discussion de l'article 62, il proposa un article additionnel qui fut voté à la grande indignation de la Montagne et qui décidait « l'exercice du droit électoral est suspendu pour les armées en campagne et pour les marins de la flotte se trouvant en cours de navigation. » Deux autres articles additionnels retirés après explications du rapporteur étaient ainsi conçus : « Les militaires en activité de service qui au moment des élections ne seront pas présents au corps, par suite d'une permission, seront admis à voter avec les électeurs des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ » (1) et « les militaires en congé dans leurs familles seront admis à voter avec les autres électeurs de la commune » (2).

Au sujet de ces dernières additions, le rapporteur fit observer que c'était là le droit commun. « Pour » le militaire comme pour tout autre citoyen c'est » à son domicile, c'est là où est la liste électorale » qui porte son nom, qu'il doit voter, quand il » n'est pas sous le drapeau. Quand son service » l'appelle loin de ses foyers, et sous le drapeau, » on organise pour lui *un mode exceptionnel* de » vote.... »

(1) Proposition de M. Hannoie.

(2) Proposition de M. Chavoix.

M. Callet motivait son addition par le désir de « donner un caractère légal à un fait qui se présenterait toujours. » Le rapporteur disait : « L'armée remplira son devoir électoral quand les circonstances le permettront, et si par force majeure, elle ne le pouvait pas, personne certes ne lui en ferait un reproche. » M. Callet maintint avec énergie sa motion : « Il semble tout simple de régulariser une » exception si naturelle, si peu blessante pour » l'armée.... Je me demande s'il est prudent, utile, » d'autoriser une armée à voter en présence de » l'ennemi, de la détourner de la préoccupation de » la guerre, de la défense du territoire pour les » préoccupations si dangereuses, si ardentes de la » politique.... L'exception même du vote d'une » armée en campagne serait une exception dange- » reuse. » Le paragraphe additionnel mis aux voix fut adopté en deuxième délibération, mais ses adversaires revinrent à la charge lors de la troisième délibération (1). MM. Desclais et Lagrange proposèrent un article additionnel ainsi conçu : « Cette » suspension n'aura lieu toutefois qu'autant qu'elle » sera impérieusement réclamée soit par les exi- » gences rigoureuses du service, soit par l'impossi- » bilité de faire parvenir en temps utile les procès- » verbaux du vote. » M. Lignier demanda qui serait juge des impossibilités. M. V. Lefranc répondit au nom de la Commission qu'il valait mieux que la loi décidât que lorsqu'une armée était en campagne, elle ne devrait pas voter, « parce que sans cela, le général en chef ou le commandant de corps aurait

(1) Séance du 9 mars 1849.

eu cette responsabilité de suspendre ou de ne pas suspendre le droit électoral. » M. Gent combattit encore la solution de la Commission demandant en principe le droit de vote même en campagne, sauf cependant certaines impossibilités que la loi aurait à spécifier « afin qu'on ne restreigne pas les droits de l'armée précisément au moment où l'on augmente ses devoirs. » M. Oudinot termina la discussion par ces mots : « N'allez pas jeter au milieu des devoirs militaires les passions, les ardeurs politiques qui pourraient affaiblir la discipline, c'est à dire la plus puissante des garanties de succès à la guerre » et la Commission eut une majorité de 534 voix contre 191.

Un autre paragraphe additionnel retiré avant le vote par son auteur avait été proposé par M. des Essars. Il concernait les marins. « Ne seront néanmoins considérés comme étant en cours de » navigation, quant à l'exercice du droit électoral » que les marins naviguant sur les bâtiments de la » République, au delà de la zone du grand cabotage » ou en campagne devant l'ennemi. » M. des Essars disait pour appuyer son amendement : « Etre en campagne, pour l'armée de terre n'est qu'un fait exceptionnel ; pour les marins, être sur la mer est un fait de tous les jours, le vaisseau est la caserne du marin. » Dans les règlements maritimes, tous les marins même non éloignés de la côte étaient considérés comme étant en cours de navigation. L'orateur faisait observer que lors de l'élection du président de la République on avait fait voter l'escadre dans la baie de Naples et que sans son amendement cela ne serait plus possible avec la nouvelle

loi (1). Il signalait en outre un fait assez singulier. Les militaires transportés de Toulon à Alger sur bâtiments à vapeur armés par l'Etat auraient le droit de voter, tandis que les marins faisant le service du transport seraient privés de ce droit.

Le rapporteur M. Billault affirma que les marins de la flotte voteraient toutes les fois que cela serait possible et que des instructions régleraient les détails. « ... Qu'au jour de l'élection notre armée se trouve en face de l'ennemi, qu'il s'agisse de se battre, dites, est-ce que les nobles paroles du général Oudinot ne devront pas trouver leur application ? Ne reconnaitrez-vous pas qu'il y a là un devoir plus sacré que celui de voter, celui de défendre la patrie. »

De toute cette discussion quelle conclusion tirer ? C'est que d'abord le vote au corps est une exception, (2) puisque le droit commun voudrait qu'il eût lieu dans la commune de l'électeur, c'est-à-dire dans la commune où l'électeur remplit certaines conditions de domicile exigées par la loi. Juridiquement on peut condamner le système, car l'exercice normal d'un droit commun ne doit pas être exceptionnel et si le législateur a dérogé aux règles ordinaires en organisant un mode particulier de vote, c'est que ce droit politique se heurtait à des inconvénients, à des difficultés qui plus tard devaient en saper les fondements.

Une autre remarque nous est suggérée par les

(1) La simple application de ce principe de droit international :

« Le navire est une portion du territoire qui flotte » eut suffi ce semble à faire triompher cette thèse.

(2) Boutaric. — Histoire des institutions militaires en France, p. 5.

paroles de M. Gent : « Qu'on ne restreigne pas les droits de l'armée , précisément au moment où l'on augmente ses devoirs. » La déclaration de guerre est-elle pour le militaire une surcharge d'obligation ? Pour quelle fin a-t-il été créé, quels devoirs sont les siens. Notre armée ne doit pas être un corps de parade. En temps de paix , le militaire ne fait qu'apprendre son métier ; en temps de guerre il est dans l'exercice normal de ses fonctions. La nécessité de la discipline commande qu'il ne vote pas quand il se bat ; or , le vrai militaire , le vrai professionnel de l'armée , n'est-ce pas celui qui se bat ? A la guerre, l'obligation des militaires n'est pas augmentée , elle est entière , car la guerre est le but de sa vie.

Si la discipline demande une suspension du droit de vote en temps de guerre , elle doit avoir mêmes exigences en tous temps. M. Callet l'avait bien compris le 7 mars et si les législateurs de 1849 ont voté la question préalable , c'est qu'ils étaient dominés par le sentiment de la souveraineté nationale.

Les inquiétudes de M. Callet furent dans la suite pleinement justifiées par les faits. Les premiers mois, 15 sergents-majors furent envoyés à l'Abbaye. Pour les élections du 13 mai , le Comité socialiste de la Seine convoqua les électeurs militaires, salle Martel , pour y choisir leur candidat , et cette réunion fut la source de désordres que le Gouvernement eut à réprimer. (1)

D'Althon Sée , Madier de Monjau et le lieutenant

(1) Boichot : *La Révolution dans l'armée*, p. 20 et suivantes.

de vaisseau Cournet , se mettent en rapport avec les démocrates de l'armée. Ceux-ci nomment des délégués dans chaque régiment afin de recueillir les suffrages pour la désignation des candidats , et une proclamation est lancée au nom des « sous-officiers et soldats démocrates et socialistes de l'armée de Paris. Le sergent-major Boichot , proposé par ses camarades comme candidat se vit offrir l'épaulette pour prix de son désistement. Il la refusa et son arrestation fut suivie d'un soulèvement au 7^{me} Léger. Après son élection , Boichot s'exprimait en ces termes au banquet des sous-officiers : « La révolution de 1848 , en détruisant le régime » des castes , en fondant le suffrage universel , a » placé les insignes de représentant du peuple dans » la giberne de chaque soldat » et la *Presse* jugeant le triomphe des sous-officiers socialistes élus à Paris, alors que Thiers et Molé étaient battus, disait : « Leur élection équivaut indirectement , mais iné- » vitablement à l'abolition du recrutement et de » l'esclavage militaire. » (1)

Nous croyons inutile de rappeler que sous la seconde République comme sous la monarchie de Juillet, l'armée recrutée par l'engagement se complétait par la conscription.

Les engagés assurément n'auraient pas pu se plaindre d'être privés du droit de vote , car ils entraient librement dans l'armée. Quant au contingent désigné par le sort , les motifs supérieurs de la discipline et les difficultés d'application du droit de vote auraient dû en suspendre pour lui l'exercice.

(1) Boichot, p. 88.

Du reste ce culte fétichiste de la souveraineté nationale proclamé dans la Constitution et affirmé de nouveau dans la loi électorale, avait reçu dans les faits des atteintes nombreuses par suite des agissements du pouvoir et même de la froideur des fidèles. La candidature officielle était pratiquée ouvertement avec la corruption la plus éhontée. Non seulement le « pot de vin » viciait le suffrage universel, sous l'impulsion de Ledru-Rollin, mais Louis Blanc voulait enchaîner les électeurs en leur imposant une obéissance aveugle aux règlements élaborés par des comités. Les plus chauds défenseurs de la souveraineté nationale en faussaient l'exercice ; l'armée eut certainement gagné à ne pas y prendre part.

Le vote est une arme dont l'usage utile exige une éducation préalable. Le corps électoral lui-même ne se sentait pas préparé, car bientôt il se fatigua de voter. La Constituante fut appelée au pouvoir par 80 % des électeurs ; les secondes élections n'en attirèrent que 60 % ; la troisième consultation ne donna que 30 % des suffrages. Cette fatigue peut être attribuée à ce fait qu'en réalité les votes n'étaient pas émis directement. Avec le scrutin de liste l'élection se fait sur un ou deux noms qui entraînent la nomination de tous les autres.

Enfin il ne faut pas oublier qu'aux termes de la loi du 15 mars 1849 il suffisait pour être élu de réunir le huitième des voix des électeurs inscrits.

Le suffrage n'était donc universel que de nom ; il était aux mains des comités ; mieux eut valu pour l'armée ne pas l'y faire participer.

La loi du 15 mars 1849 avait été, nous l'avons vu, l'objet d'une assez longue discussion, et bien des détails avaient été réglés d'une façon peu satisfaisante. D'après la loi, la question de domicile soulevait de nombreuses difficultés ; en outre le dépouillement du vote militaire devait être fait séparément de celui des électeurs civils. La loi du 31 mai 1850 fut plus explicite que la précédente en ce qui concerne l'inscription des militaires présents sous les drapeaux, et dans l'intérêt du secret du vote qui doit couvrir aussi bien les noms que les catégories sociales de ceux qui ont voté, elle fit quelques modifications (1). Elle décide, art. 6 : « Les militaires présents sous les drapeaux dans les armées de terre ou de mer seront inscrits sur la liste électorale de la commune où ils auront satisfait à l'appel. »

Art. 12. « Les militaires et marins présents sous les drapeaux continueront d'être répartis dans chaque localité en sections électorales par départements. — Leurs bulletins seront recueillis et envoyés au chef-lieu du département dans un paquet cacheté, et confondus dans les diverses sections électorales du chef-lieu avec les bulletins des autres électeurs. »

M. Baroche, ministre de l'Intérieur, exposait en présentant le projet à l'Assemblée, les motifs qui avaient inspiré les rédacteurs de la Loi. C'était d'abord le souci de la preuve légale d'un domicile réel pour tous ceux qui n'étaient pas inscrits sur le rôle de la contribution personnelle. Les marins et militaires en activité de service étaient dans ce

(1) Weil, loc. cit.

cas, ayant une résidence fixe que la volonté de la loi substituait à leur domicile naturel, c'est à dire au domicile de leurs parents, puisqu'ils étaient encore mineurs lorsqu'ils arrivaient sous les drapeaux (1). C'était ensuite le désir d'assurer au vote des militaires le secret voulu par la Constitution. A raison de l'ancienne organisation, ce vote était public, au moins quant à ses résultats; il était connu avant même que le scrutin fût ouvert dans les autres sections électorales.

L'article 12 dans sa première partie reproduit les dispositions de l'art. 62 de la loi du 15 mars 1849. Dans la deuxième il a pour objet d'empêcher que les votes de l'armée ne soient recensés à part et connus du public. A ce sujet, M. Moreau (de la Creuse) avait proposé pour assurer d'autant plus l'indépendance des votes, qu'ils eussent lieu dans chaque localité en présence du maire de la commune (2), mais cet amendement avait été rejeté.

(1) *Circulaire du Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets (Moniteur du 6 juin)*. — La Loi nouvelle apporte une grave modification au système de la législation de 1848 et de 1849 qui détermine le lieu de l'inscription d'après le fait de la résidence. Elle emploie le mot domicile.... Il n'y a d'inscription que pour les militaires qui étant sous les drapeaux et n'ayant pas de demeure fixe sont considérés comme ayant sans condition de durée leur domicile dans la commune où ils ont satisfait à l'appel.

(2) Séance du 31 mai. *Mon. Off.* du 1^{er} juin.

« Le vote des militaires aura lieu à la justice de paix ou à la mairie » de la commune où ils seront appelés à voter. Il n'y aura d'exception pour l'armée de terre que pour les soldats qui seront en campagne et à l'étranger; pour les marins que lorsqu'ils seront à bord » et en voie de navigation.

» A la justice de paix, le bureau sera composé du juge de paix, de deux assesseurs, d'un sous-officier et d'un soldat.

» A la mairie, le bureau sera composé du maire, de deux conseillers municipaux désignés par le Conseil, d'un sous-officier et d'un soldat. »

La loi du 31 mai 1850 maintint donc le vote des militaires en assurant mieux son secret et sa sincérité. Cependant cette loi était restrictive du suffrage universel, car elle diminua de 30 % le nombre des électeurs.

Le principe de la souveraineté nationale dominait toujours l'intérêt supérieur de l'armée.

A la veille du plébiscite de 1851 il faut rappeler à quoi s'appliquait le suffrage universel. Il n'avait pas seulement pour fonction de créer le pouvoir législatif, mais encore de nommer le Chef de l'Etat.

La même origine pour deux pouvoirs qui en droit devaient être séparés était une source de conflits. Fatalement, l'un dominerait l'autre. La force du chef de l'Etat lui venait de son élection directe ; aux yeux de la masse le nombre des suffrages portés sur son nom effacerait toujours l'autorité qu'un simple élu tirerait d'un collège, surtout après les restrictions de la loi de 1850 et dans les conditions où nous avons vu que les élections se pratiquaient.

En dehors de toutes les considérations déjà invoquées contre le vote de l'armée, l'éventualité de la mêler à un aussi grave conflit de pouvoirs aurait dû le faire écarter. Après le vote de la loi du 31 mai, le mot d'ordre de la gauche fut l'abstention. A Paris, un quart des électeurs seulement se présentèrent aux urnes.

Les élus n'avaient aucun prestige auprès d'un président nommé par des millions de voix et l'armée, après l'avoir appuyé de son vote était fatalement amenée à l'aider de ses armes contre l'autorité législative.

Dans la nuit du 2 décembre 1851 une proclama-

tion affichée partout, annonce au peuple le coup d'Etat. Louis-Bonaparte recourt au plébiscite dont son oncle avait déjà usé en l'an x et en l'an xii ; mais à cette époque, aucun corps armé ne votait. Le neveu n'oublie pas cette circonstance et il s'adressa particulièrement à l'armée en ces termes : « Soldats, soyez fiers de votre mission ; vous saurez la patrie, car je compte sur vous non pour violer les lois, mais pour faire respecter la première loi du pays, la souveraineté nationale dont je suis le légitime représentant. » Le conflit a éclaté entre les deux représentations de cette souveraineté nationale et Bonaparte demande à l'armée son vote et l'appui de ses armes, car il se considère comme l'incarnation la plus sincère de la volonté nationale. Il ajoute que la République de 1848 a traité les soldats en vaincus, tout comme la monarchie de juillet.

Sans se prononcer sur la valeur de ce reproche, il contient au point de vue qui nous occupe, un oubli grave, car la seconde République avait donné au militaire, le plus élevé des droits politiques, le droit de vote.

La consultation plébiscitaire eut lieu les 20 et 21 décembre (1). Rien n'était moins sincère, car les journaux ne pouvaient éclairer l'opinion.

Le peuple n'avait pas le choix, pas plus que sous le consulat. « Oui, c'est la vie ; non c'est la mort » par le suicide ; voilà l'alternative, choisissez »

(1) Les résultats de ce vote furent les suivants :
Votants. 8.416 773
Oui 7.439 216
Non 640 737
Nuls.... - 36 820

avait dit le préfet des Deux-Sèvres à ses administrés.

Les arrestations et la fusillade eurent raison de ceux qui osaient manifester tout haut une opinion contraire au coup d'Etat. L'armée joua un rôle indigne d'elle non-seulement en prenant part à un tel vote mais encore en contribuant à le fausser par les actes de violence dont elle fut l'instrument dans la nuit du 4 Décembre. Louis-Bonaparte avait besoin d'elle pour accomplir ses desseins et comme il voulait rétablir le suffrage universel, il n'osait pas le mutiler au détriment de la force armée à laquelle il comptait recourir.

Le 14 janvier 1852, le prince s'exprimait en ces termes en tête de la Constitution : « Français, La « Constitution actuelle proclame que le chef que « vous avez élu est responsable devant vous, qu'il « a toujours le droit de faire appel à votre jugement souverain, afin que dans les circonstances « solennelles vous puissiez lui continuer ou lui « retirer votre confiance. « ... Le Sénat peut de « concert avec le gouvernement modifier tout ce « qui n'est pas fondamental dans la Constitution ; « mais quant aux modifications à apporter aux « bases premières sanctionnées par vos suffrages, « elles ne peuvent devenir définitives qu'après avoir « reçu votre ratification. »

Ainsi le peuple reste toujours maître de sa destinée. Rien de fondamental ne doit se faire en dehors de sa volonté.

Le plébiscite constitutionnel était maintenu sans distinguer entre les militaires et les civils.

Le décret du 2 février 1852 qui organise la loi

électorale sans le concours des Chambres dont le rôle était pourtant bien effacé, revient à des vues qui avaient été celles de la première Assemblée constituante et enlève aux soldats une arme qui pouvait devenir dangereuse pour la sécurité nationale et la paix sociale ; mais il faut bien remarquer que l'exclusion dont est frappé le militaire ne se rapporte qu'à l'élection des députés (1).

Ce décret, tout en rétablissant le suffrage universel en a suspendu l'exercice pour le militaire présent au corps ou le marin retenu pour le service de la flotte , car tous deux doivent être portés sur la liste électorale du domicile qu'ils avaient avant leur départ. (2)

(1) D. 2 fév. 1852. art. 14. « Les militaires en activité de service et « les hommes retenus pour le service des ports ou de la flotte en « vertu de leur immatriculation sur le rôle de l'inscription maritime, « seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés « avant leur départ. Ils ne pourront voter pour les députés au corps « législatif que lorsqu'ils seront présents au moment de l'élection « dans la commune où ils seront inscrits. »

(2) Circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets, relative aux rectifications à apporter aux listes électorales (7 février 1852).....

Des dispositions particulières seront prises à l'égard des militaires de l'armée de mer. Dans quelques départements, ils ne figurent pas sur les listes arrêtées en Décembre, ou bien les maires n'y ont inscrit que ceux qui étaient portés sur les listes précédentes. La révision faite à cette époque n'a donc eu pour objet que les électeurs civils.

Afin d'assurer l'inscription de tous ceux qui y ont droit, vous prescrirez aux maires d'ajouter, s'il y a lieu, à la liste électorale les noms des militaires et marins portés sur les listes antérieures au 20 Décembre, et dont la position n'a pas changé. Ils inscriront également d'après les tableaux de recensement et les registres d'engagements volontaires, les jeunes gens qui seraient entrés au service depuis la clôture de ces listes. En outre, ils recevront, à toute époque, les réclamations des militaires et des marins, qui présents dans la commune où est leur domicile électoral, demanderaient à être inscrits pour prendre part au scrutin. Vous savez que le domicile électoral des militaires est le domicile légal de recrutement défini par l'art. 6 de la Loi 21 Mars 1832 et qu'aux termes de l'art. 14 du Décret orga-

Le décret réglementaire du 21 février 1852, dans son article 20, décide que « nul électeur ne peut » entrer dans le collège électoral s'il est porteur » d'armes quelconques. » Cette prohibition renouvelée de la Révolution et de la Restauration est assez large pour éloigner du scrutin tout militaire présent au corps.

Nous ferons remarquer que si la Révolution de 1848 a donné au militaire le droit de vote, par une mesure du pouvoir réglementaire que la loi de 1849 a confirmée, c'est le même pouvoir qui restreint le suffrage de l'armée.

Que perdait l'armée? Elle conservait le droit de vote dans tout plébiscite constitutionnel, ce qui eût été la manifestation la plus éclatante de la souveraineté nationale, si la consultation du peuple eût été sincère. En matière législative l'exercice de sa souveraineté était suspendu, mais le pouvoir législatif, sous l'empire, devait jouer un rôle bien effacé, non-seulement en raison de la Constitution mais encore du fait de la mise en mouvement du corps électoral. Le gouvernement pratiquait la candidature officielle; de plus, il formait à sa guise les circonscriptions électorales dans chaque département. Les listes électorales étaient remaniées à ce point que l'on voyait parfois le nombre des inscrits diminuer quand augmentait le chiffre de la population. La presse et le droit de réunion étaient réglementés de façon à rendre toute opposition illusoire. Le droit

nique, ils ne peuvent voter pour l'élection des Députés qu'autant qu'ils se trouvent à ce domicile au moment de l'élection. Il est bien entendu que les militaires et marins devront produire, à l'appui de leurs réclamations, les pièces établissant leur position dans l'armée, et justifier qu'ils ont dans la commune, le domicile électoral.

de vote , en un mot, était une arme de parade, et il resta tel jusqu'à l'Empire libéral. L'armée gagnait en dignité à en être privée.

Le second Empire

Le 11 novembre 1852, l'armée prend part au plébiscite qui rétablit l'Empire (1). Dès le 10 mai , c'est-à-dire sous la République, elle avait accepté les aigles impériales. Les acclamations de toutes les troupes auxquelles fut faite cette distribution d'étendards était un gage de leur adhésion. La consultation du 21 novembre fut encore moins sincère que la première ; elle se fit sans discussion, dit M. Taxile Delord, « sans discussion , avec le concours de toutes les forces d'un Etat puissant et » centralisé (2). »

Le vote des militaires dans de pareilles conditions ne pouvait pas avoir une grande portée réelle. La candidature officielle présentée en outre dès 1848 comme un moyen de suppléer à l'éducation politique des masses appelées brutalement à exercer le droit de vote, était un procédé de gouvernement. Le vote plébiscitaire des militaires rentrait bien dans l'esprit de cette politique. Ainsi conçu, le droit de vote pour le militaire était une arme de parade, et il serait probablement resté tel, étant donnée l'organisation de l'armée, alors même que la ten-

(1) Les résultats de ce vote furent les suivants :

Votants, 8.157.752. — Oui, 7.839.552. — Non, 254.501. — Nuls, 63.699.

(2) Thiers. Histoire du second empire, I, 438.

tative d'un empire libéral eût fini par assurer à l'électeur civil la sincérité de son vote et à l'élu l'indépendance de ses actes, si les fautes réitérées d'un gouvernement sans direction n'avaient à la suite des désastres de la guerre, apporté quelques modifications à la loi électorale et au mode d'exercice de la souveraineté depuis trop longtemps faussé.

Le 8 mai 1870, l'Empire consulta le pays sur l'acceptation du régime libéral qu'il inaugurerait. L'armée vota. Les fonctionnaires dépendant du ministère de la guerre, comme ceux des autres ministères, avaient reçu une circulaire du 24 avril 1870 dans laquelle on lisait : « Voter oui, c'est voter » pour la liberté ! Le parti révolutionnaire qualifie » d'attentat contre la souveraineté nationale l'homme » mage que l'Empereur rend à la souveraineté nationale en consultant le peuple, et il conseille de » voter non... Au nom de la paix publique et de la » liberté, au nom de l'Empereur, nous vous demandons à vous tous, nos collaborateurs dévoués, » d'unir vos efforts aux nôtres. »

Nul doute qu'à tous les degrés de la hiérarchie militaire, les chefs n'aient tenu à honneur de suivre des conseils dont l'esprit n'échappait à personne, malgré le respect de la souveraineté nationale dont il se couvrait. La liberté du choix n'existait pas et quoique dans l'armée les moyens de coercition fussent plus puissants qu'ailleurs, le nombre des voix qui se prononcèrent contre l'empire fut proportionnellement le même dans l'élément civil que dans l'élément militaire (1). Chez les électeurs civils,

(1) Le nombre des votants inscrits dans les 89 départements était de 10.437.835. — 7.016.227 bulletins portaient le mot oui, et 1.495.144

il y eût même 18 % d'abstentions et on n'en mentionne aucune dans l'armée, de sorte que l'on peut dire que cette armée si souvent qualifiée de « prétorienne » et de « foyer du favoritisme » montra dans cette circonstance une indépendance relative pour l'exercice de sa fonction politique.

S'il fallait se féliciter de ce résultat au point de vue de la sincérité du vote, cette liberté d'action devait provoquer de vives inquiétudes en ce qui concerne la discipline, à la veille d'événements graves pour lesquels nous avons plus besoin de soldats que de citoyens.

Le soldat électeur vote-t-il par ordre, son vote est inutile. Vote-t-il au contraire contre le désir de ses chefs, et en dépit des circulaires ministérielles, c'est un germe d'indiscipline. Tel est le dilemme qui s'élève contre l'exercice du droit de vote dans l'armée.

le mot non ; 112.975 étaient nuls. — Il y avait eu 1.813.489 abstentions.

Le recensement des votes de l'armée de l'intérieur produisit 249.492 oui et 40.181 non ; celui des votes de l'armée de l'Algérie 35.165 oui 6.029 non ; enfin celui de la marine ; 23.759 oui et 5.874 non.

Le Gouvernement de la Défense nationale

Les désastres de Sedan et de Metz créent à la France, au point de vue militaire, une situation aussi imprévue que douloureuse. Elle n'a plus d'armée. Quelques unités improvisées dont les éléments sont dus, comme par le passé, aux engagements et à la conscription et que vient renforcer le rappel des soldats libérés ne forment que des troupes tout à fait insuffisantes.

Après le mouvement révolutionnaire du 31 octobre à Paris, le Gouvernement de la Défense nationale décida de consulter le peuple de la capitale sur son maintien. Ce referendum plébiscitaire empruntait aux circonstances une gravité exceptionnelle. La Commune s'était levée et un mouvement d'hostilité s'était manifesté contre les maires et adjoints de Paris qui ne tenaient pas leurs fonctions de l'élection populaire.

Le décret du 1^{er} novembre 1870 invite la population de Paris à voter le 3 novembre sur le maintien du Gouvernement et à élire le 5 novembre les maires et les adjoints. Le 2 novembre, une proclamation explique le sens du vote, qui n'est pas un retour à la commune, et le gouvernement provisoire y ajoute l'avertissement suivant: « Dans la situation actuelle, » il ne saurait être fait de distinction d'aucune sorte » entre les défenseurs de Paris; il est donc bien » entendu que la garde nationale mobile et l'armée » de terre et de mer voteront comme tous les cito-

» yens. L'intérêt de la défense exige naturellement
» qu'elles votent dans les lieux qui leur seront dé-
» signés par l'autorité militaire. »

Le droit de vote est donc rendu aux militaires par un décret émanant du pouvoir réglementaire. Ce décret va plus loin que la législation de la seconde République, car il s'agit des armées en campagne. Ces armées vont se prononcer d'abord sur une question constitutionnelle, puis elles procéderont à des élections communales.

Bien que localisé à Paris, ce vote a une importance considérable. Les intérêts de la défense nationale priment ici ceux de la discipline chez des troupes qui élisaient déjà leurs officiers. Le Gouvernement se sentait faible devant l'émeute. Cela explique mais ne justifie pas la mesure qu'il a cru pouvoir prendre. 275.224 suffrages lui donnèrent raison contre 19.383 votes hostiles. Le 4 novembre, en proclamant ces résultats, le Gouvernement faisant allusion au poste périlleux que lui avait assigné la révolution du 4 septembre ajoutait : « Nous y
» restons avec la force qui vient de vous, avec le
» sentiment de grands devoirs que votre confiance
» nous impose. »

Une armée, surtout une armée assiégée n'a qu'à obéir à ses chefs et n'a pas de force à donner au Gouvernement.

Après la capitulation de Paris, un décret du gouvernement de la Défense nationale convoque les électeurs dans leurs collèges à l'effet d'élire une Assemblée nationale. L'élection devait se faire à la majorité, au scrutin de liste par départements.

Le décret du 29 janvier se réfère à la loi du 15

mars 1849, mais pour le vote des militaires, il la modifie ainsi qu'il suit : article 9 — « Les militaires » présents sous les drapeaux voteront pour l'élection des députés du département où ils sont inscrits comme électeurs. — Les 6 premiers paragraphes de l'article 62 de la loi du 15 mars 1849 seront observés. Pour les militaires en campagne ou faisant partie de la garnison d'une place en état de défense, le vote aura lieu conformément aux dispositions prises par le chef de corps ou le commandant de la place. » (1).

Les instructions du 30 janvier sur les élections dans les départements occupés par les armées allemandes ajoutent dans le § 3 : « A raison des » obstacles créés par la guerre ce vote sera valable » quel que soit le nombre des votants. »

En droit, ce décret diffère de la loi de 1849 d'abord par son origine. Il émane non d'un pouvoir législatif régulier mais d'un gouvernement provisoire. De plus il appelle au vote des soldats en campagne ; il remet l'organisation du vote des militaires aux chefs de corps, et enfin il se contente dans les pays occupés par l'ennemi de la majorité relative.

Au point de vue constitutionnel, comme au point de vue militaire, ce sont là autant de dérogations aux principes du droit commun.

(1) Instruction du Ministre de la Guerre sur le vote de l'armée (31 janvier 1871) : « Il est formé dans l'enceinte de la capitale autant de sections électorales militaires qu'il y a de départements. Cette mesure ne souffre d'exception que pour les départements qui ne seraient pas représentés à Paris par au moins 5 électeurs militaires. Pour ce département, les électeurs militaires remettent leurs bulletins de vote cachetés au Commandant de la place de Paris qui les transmet au Ministre de la Guerre, avec un bordereau spécifiant à quel département ces bulletins se rapportent.

L'article 18 du décret du 31 janvier 1871, de la Délégation de Bordeaux, dit aussi : « Sous les drapeaux, dans les armées ou dans les camps, les soldats, les mobiles, les mobilisés, les marins, tous ont le droit de voter et l'exercent dans les termes de cet article. (l'art. 62 de la loi de 1849) (1).

La politique assurément plutôt que la discipline inspira ces mesures du gouvernement provisoire, mais il n'y avait plus d'armée à proprement parler, la nation entière était en armes, et on aimait mieux laisser le droit de vote à ces troupes improvisées que de réserver le soin de décider du sort du pays aux impotents et aux invalides.

Le 3 février, Bismarck crut devoir faire remarquer à Jules Favre que le mode de consultation des électeurs appelés à se prononcer sur la continuation de la guerre allait être faussé par un décret de la Délégation de Bordeaux. Ce décret frappait d'inéligibilité les anciens fonctionnaires et amis de l'Empire. Bismarck demandait pourquoi la convocation de l'ancien corps législatif avait été refusée à l'Allemagne. N'allait-on pas rétablir la candidature officielle sous une autre forme ?

Dans sa réponse du 4 février, Jules Favre tranquillisa le futur chancelier sur le respect dû à la souveraineté nationale qui était « pour la France, le seul refuge » (2).

Le décret de Bordeaux fut d'ailleurs rapporté.

A prendre à la lettre la loi du jour, le respect de la souveraineté nationale seul inspirait le décret

(1) Weill loc. cit.

(2) *Moniteur Officiel* du Gouvernement général du Nord de la France et de la Préfecture de Seine et Oise, 7 février 1871.

électoral. Dans les faits, la véritable armée était prisonnière en Allemagne ; la garde nationale, les mobilisés et la garde mobile portaient encore l'uniforme, mais avaient déjà rendu leurs armes ou allaient les rendre. Ils étaient donc bien peu nombreux, les vrais militaires qui allaient décider du sort de la patrie. Ils l'étaient encore trop, car en votant ils sortaient de leur rôle.

Pour se conformer aux vrais principes de la saine politique, il eut fallu logiquement retirer le suffrage aux militaires non rentrés dans leurs foyers.

La Législation de 1872

La paix une fois signée, le gouvernement dut se préoccuper de la réorganisation de l'armée.

Le service personnel s'imposait ; peu à peu la réduction des années de présence devait amener le recrutement régional. La nation armée succédait aux corps d'engagés et de conscrits, mais la loi devait, s'écartant de la pratique des levées en masse de la Révolution et des appels du gouvernement de la Défense nationale, procéder à l'organisation et à l'instruction de cette grande milice nationale qui le jour de la guerre encadrerait l'armée permanente.

Donnerait-on au citoyen soldat le droit de vote ? L'intérêt supérieur de la discipline, avivé peut-être par les souvenirs récents de la commune, fit adopter conformément au vœu de la commission l'article 5

de la loi du 27 Juillet 1872. « Les hommes présents au corps ne prennent part à aucun vote. »

Cet article ne fut pas adopté sans de vifs débats.

La première proposition de loi qui est celle du marquis de Mornay (1), ne parle pas de droit de vote des militaires, pas plus que les rapports dont elle fut l'objet, rapport sommaire de M. le comte de Melun et rapport de M. le comte de Bastard.

Le général Martin des Pallières, dans une proposition du 21 avril 1871 donne le premier d'utiles avertissements. Un esprit nouveau anime l'armée. Sans une discipline inflexible, qui peu à peu, impose le respect du devoir sous quelque forme qu'il se présente et son accomplissement en toute occasion, il n'y a pas d'armée.

Le général Chareton qui a déposé lui aussi une proposition tendant à déclarer incompatible le service dans l'armée active et l'exercice des droits électoraux, considère comme un danger politique et social le vote des citoyens armés. Son exercice entraîne celui du droit de réunion qui est la négation de toute discipline (2). Il rappelle qu'en 1870, la Prusse a connu nos effectifs par les votes sur le plébiscite.

Le 16 octobre 1871, M. Farcy dans une nouvelle proposition (3) après avoir exprimé cette idée qu'en enlevant à l'être le plus intelligent le droit de penser, de parler et d'agir en dehors de la consigne, on en fait une machine inintelligente, reconnaît que les

(1). Proposition de loi (12 avril 1871). — Rapports (25 avril 1871. — 6 mai 1871).

(2) J.-O. 17 août 1871, p. 2733.

(3) J.-O. 16 octobre 1871, p. 4002.

gouvernements plus soucieux de leur existence que de l'honneur du pays, ont fait de l'armée permanente dont ils étaient les maîtres absolus, une garde prétorienne chargée d'assurer leur règne et celui de leurs descendants. Il voulait que tous les citoyens soldats à 20 ans passent d'abord deux années dans l'armée active sans droit de vote.

Une commission de 30 membres fut nommée pour examiner les diverses propositions et M. Chasseloup Laubat déposait son rapport le 6 avril 1872 (1). On était généralement d'accord qu'il fallait proscrire dans l'armée toute pensée politique.

Pour passer dans la loi, le principe dut triompher de critiques aussi variées que vives.

M. Jouin se fit l'interprète des critiques d'ordre politique. La loi violait l'égalité des droits de tous les citoyens. En 1848 et 1849 l'armée votait et dans les plébiscites constitutionnels et dans les élections législatives. Son vote n'avait donné lieu à aucune réclamation. La loi de 1850 elle-même, bien qu'attentatoire à la Souveraineté nationale n'avait pas été si loin.

« Où trouverez-vous » — dit M. Jouin — « le
« premier exemple de la disposition qu'on veut
« vous faire voter immédiatement? Vous la trou-
« verez dans le décret des 2 et 21 février 1852,
« rendu au lendemain du coup d'Etat, c'est-à-dire
« quelques jours après ce décret du 22 janvier, qui
« suivant l'expression d'un des plus grands ora-
« teurs de l'Assemblée Constituante, le comte de

(3) J.-O. 6 avril 1872, p. 2383.

« Montalembert , chassait la lumière du budget
« pour y faire entrer la confiscation. »

Il considère le projet de 1882 comme plus mauvais encore que le décret de 1852 qui n'enlevait le droit de vote au soldat que pour la nomination des députés au corps législatif et lorsqu'il ne se trouverait pas en garnison dans le lieu où il avait son domicile. « Ainsi, c'est dans un décret impérial que
« vous trouvez la première pensée de l'article que
« vous allez voter aujourd'hui ; mais vous n'y trou-
« vez pas le texte qu'on veut vous faire adopter,
« vous y trouvez au contraire le respect du droit
« du soldat quand il se trouve en garnison dans le
« lieu où il a son domicile, et surtout on ne lui
« enlève pas le droit de vote pour les questions
« capitales, pour les questions constitutionnelles,
« par exemple quand il s'agit de l'élection du Pré-
« sident de la République ou d'un plébiscite. »

M. Jouin se demande en vertu de quel droit les membres de l'Assemblée pourront décider que tels ou tels électeurs qui ont voté pour eux soit au 8 février soit au 2 juillet, soit aux époques qui ont suivi, ou qui ont pris part à l'élection de laquelle est sortie leur nomination n'auront plus désormais le droit de voter et M. Vaudier lui répond : « En vertu du droit que vos électeurs vous ont donné en vous nommant. » Messieurs de Carayon La Tour et Antonin Lefèvre Pontalis avaient déjà conclu que semblable thèse si elle était admise devait empêcher le législateur de faire une loi électorale.

Que valent ces reproches ? En réalité ils sont plutôt d'un homme politique que d'un juriste. Le spectre du 2 décembre , le recul sur la législation

antérieure, n'ont rien à voir dans la discussion. Il s'agit de faire une bonne loi dans les circonstances présentes, et si les circonstances ne sont pas celles d'un passé maudit, c'est faire injure aux auteurs de la loi que de leur prêter l'idée de fournir des instruments à une politique condamnée. Une injure n'est pas un argument. Il faut toujours distinguer le droit de son exercice. Le droit de vote a-t-il été enlevé aux militaires ? Toute la question est là.

L'article 5 n'est pas une atteinte au droit de suffrage universel dont chaque citoyen français est investi, il ne supprime aucunement les droits de citoyen pour le soldat. « Dès qu'il est dans ses foyers, dit le Ministre de la Guerre, il rentre dans la plénitude de ses droits et il vote comme citoyen ; mais le soldat sous les armes n'est que le soldat de la loi. Il doit rester étranger à tous les partis et à toutes les luttes politiques. »

L'article 5 respecte entièrement le suffrage universel. Il lui donne même plus de vigueur dans l'action. En empêchant un vote irréfléchi loin du pays et du milieu électoral, il garantit aux votes émis une sincérité plus grande. Les votes des militaires n'étaient pas en effet jetés dans l'urne au jour de l'élection et confondus avec ceux des autres citoyens. Ils étaient recencés à part et selon qu'ils étaient favorables à tel ou tel parti, à tel ou tel personnage politique, l'opinion publique sans se rendre bien compte des causes qui les avaient déterminés pouvait s'égarer, en rechercher les motifs et y voir bien souvent ce qu'ils étaient loin de renfermer.

M. Jouin (1) objecte bien que l'éloignement du pays et de la famille n'empêche pas le soldat de savoir ce qui se passe dans son département et de porter intérêt à une liste électorale et poussant à fond la déduction en la ridiculisant il affirme que cette protection du suffrage universel doit fatalement conduire à retirer le droit de vote aux ouvriers qui venant à Paris, de l'Auvergne ou du Limousin n'habitent la capitale que depuis 7 ou 8 mois et sont de ce fait incapables de discerner une bonne liste d'une mauvaise, mais les faits et l'expérience démontrent surabondamment l'inanité d'une pareille objection et d'une aussi mauvaise déduction.

Quant à l'argument tiré du mode de votation, il reste intact.

Le respect à outrance de l'égalité inspira un autre argument assez spécieux.

Les infirmes, disait-on, les boiteux, les borgnes, les aveugles pourraient voter à l'âge de 21 ans, tandis que ceux qui partiraient pour payer leur dette à la patrie ne pourraient voter qu'à l'âge de 25 ans, mais le Ministre de la guerre ne l'avait-il point réfuté *ab ovo* en déclarant que le soldat restait citoyen et que son droit n'était que suspendu au profit d'un devoir aussi sacré que le devoir de gouvernement, le devoir de défense des lois et du pays.

M. Jouin appelait encore à l'aide l'importance politique du vote de l'armée en citant l'élection du département du Nord qui avait nommé à l'assemblée le premier jour MM. Dupont et Bergerot, tandis

(1) J. O. 31 mai p. 3638.

que le lendemain le dépouillement des votes de l'armée donnait la majorité à MM. Dupont et Derognaucourt, mais M. O. Lafayette avait apprécié tout autrement en 1849 les votes militaires, et si même l'on admet avec M. Jouin que ces votes aient une portée politique réelle, si l'on admet aussi que la restriction proposée soit une exception regrettable au principe de l'universalité des suffrages, on doit dire que dans un intérêt supérieur, celui de la défense nationale, la politique le cède à la discipline pendant la durée du passage de la jeunesse française sous les drapeaux.

Une exception au principe avait été proposée par le baron Chaurand. Il s'agissait d'accorder au militaire sous les drapeaux le droit de voter dans la commune où il était inscrit. Avec le recrutement régional c'eût été la disparition du principe lui-même. La même faveur était proposée pour certains militaires tenus à une longue résidence, tels que les gendarmes, les officiers du corps de l'intendance, les médecins et majors militaires, mais le général de Cissey n'admit aucune exception et fit repousser l'amendement. « On vient, dit-il, d'invoquer l'exemple de la gendarmerie que vous priveriez du droit de voter. Vous ne priveriez nullement la gendarmerie de voter dans sa commune d'origine. Le gendarme en congé votera comme tous les autres militaires en congé ; mais le gendarme au corps ne doit pas plus voter que le soldat d'infanterie ou d'artillerie. Vous vous rappelez à quelle polémique on s'est livré au sujet du régime de gendarmerie de la garde impériale que, disait-on, on faisait voter dans tel ou tel sens. Il ne

faut pas que des discussions de ce genre puissent se reproduire. » Dans une armée l'égalité est un rêve irréalisable. L'autorité y est aux mains de chefs dont la hiérarchie est fortement assise sur le respect des inégalités. La discipline commande l'obéissance passive, et c'est avec raison que le général Ducrot ne voulant pas que le soldat sous les drapeaux pût voter s'écriait : « Ce serait attentatoire à l'autorité morale que les chefs doivent avoir sur leurs subordonnés... » (1). On ne pouvait laisser subsister une cause de discorde et d'insubordination dans les rangs de l'armée, et M. Chasseloup-Laubat, rapporteur s'exprimait en ces termes : « Il n'est pas bon que des militaires qui, « dans les actes qu'ils ont à accomplir au corps « sont soumis à leurs supérieurs hiérarchiques, se

(1) J.-O. 31 mai 1872.

Le Général Ducrot : « Le vote, c'est un élément de discorde et de désunion dont nous n'avons pas besoin dans l'armée. Il faut avant tout, pour avoir une armée vraiment solide et capable de faire de grandes choses, que les chefs sachent acquérir sur leurs subordonnés l'autorité morale. Et, Messieurs, permettez-moi de vous dire ce que j'entends par cette autorité morale.

Les chefs acquièrent sur leurs subordonnés une autorité morale incontestable lorsque comprenant l'étendue de leur devoir, je dirai de leur mission. — Oui, la grandeur de leur mission, car aux soldats est confié le devoir de sauvegarder l'intégrité du territoire, l'honneur et la grandeur de la patrie, — lorsque les chefs s'inspirent de cette grande pensée, tout naturellement, sans effort, sans calcul dans les relations de tous les jours, ils témoignent à leurs subordonnés cette sollicitude, cette bienveillance, cette affection, je dirai même ce respect que méritent les hommes auxquels sont confiées les destinées de la patrie, et sur lesquels ils fondent leurs espérances de succès et de gloire. — Alors, Messieurs les subordonnés paient en reconnaissance, en respect, en obéissance, et en confiance, ces généreux sentiments. Ainsi l'on obtient une armée solide, car la soudure est établie entre les cadres et les encadrés. On a, ce que Macdonald appelait des soldats cousus ensemble. Pour avoir ces soldats cousus ensemble, nous devons écarter tous les éléments de discorde et de désunion.

« trouvent à un jour donné leurs égaux, peut-être
« leurs adversaires et pourtant sans cesser d'être
« sous leurs ordres. Les sentiments qui les inspi-
« rent peuvent emprunter alors à des souvenirs de
« ce qui s'est passé dans le service, un caractère
« des plus regrettables. » L'exercice du droit de
vote dans ces conditions n'était mauvais ni pour le
gouvernement ni pour la Société, mais pour l'ar-
mée dont il attaquait le principe même.

M. Chasseloup-Laubat disait en terminant : « Lais-
sons donc l'armée à sa pure et belle mission ; que
les hommes qui la composent n'aient à s'occuper
que de se perfectionner dans leur art, dans leur
métier ; ne lui donnons point un rôle politique ;
elle appartient au pays tout entier ; c'est en cela
qu'elle est grande. Ne la rapetissons pas à la taille
des partis. »

Un autre ordre de critiques s'adresse aux senti-
ments. Elles considèrent le vote comme une fonc-
tion honorifique dont le citoyen doit être investi en
raison des services rendus à son pays. Au lieu d'une
armée de soldats demandée par le général Chanzy,
le docteur Millaud réclame une armée de citoyens.
« Les soldats sont citoyens et les citoyens sont
soldats (1)..., mais ce dernier est obligé de recon-

(1) J.-O. 2^e Délibération, 31 mai, p. 3634.

Dans une admirable page, M. Vacherot a dit ceci : « Le service militaire est un devoir pour le citoyen, une excellente discipline pour le jeune homme ; ce n'est point un métier. Non seulement, il est compatible avec l'apprentissage et l'exercice d'une profession, mais le jeune homme en a besoin pour conserver l'activité et la moralité sans lesquelles il tourne à l'ennui, au désordre et à l'incapacité sociale. »

Les Républiques de l'antiquité recrutaient leurs armées dans les champs, dans les ateliers, dans les tribunaux, dans les écoles, au forum, au Sénat, dans toutes les conditions et dans toutes les pro-

naitre qu'après le 2 décembre, l'armée a été conduite aux urnes par ses généraux et que son vote a exercé sur le pays une influence d'autant plus déplorable qu'elle n'avait pas voté librement puisqu'on l'avait conduite. Il insiste néanmoins pour le maintien chez les militaires de l'exercice de ce droit primordial, naturel. Recherchant les motifs pour lesquels on peut en être privé, il n'en aperçoit que deux : l'indignité et l'incapacité, et il se demande quelles raisons en dehors de celle-là peuvent être invoquées pour priver un citoyen du droit de voter. « Quoi, — s'écrie-t-il — il n'y a rien de plus grand, de plus beau que de défendre son pays ; nous sommes unanimes à déclarer qu'aucun honneur ne doit être plus grand et plus envié que d'être incorporé dans l'armée et c'est pour cela même que vous venez de déclarer le service obligatoire ; cependant, conséquence imprévue, alors que les articles 34 et 42 du Code pénal privent du droit de vote ceux qui ont été condamnés, on vous propose d'assimiler à une condamnation le plus grand honneur. » Il estime que l'armée ne peut pas être privée du droit de voter plus que la ma-

fessions de la société. Sophocle laissait le théâtre, Socrate l'école, Cincinnatus la charrue pour commander ou servir dans l'armée, et quand la guerre était finie, ils retournaient reprendre leurs travaux. De là, ces armées admirables auxquelles le camp ne faisait jamais oublier la cité ; de là, les généraux, hommes de pensée et d'action tout à la fois, philosophes, poètes, orateurs, écrivains, chez lesquels, l'alliance de l'esprit politique et de l'esprit militaire a produit des types complets, si rares dans les temps modernes. Après ces lignes excellentes, ai-je besoin d'ajouter que les républiques de la Grèce, la République Romaine, les Républiques du moyen âge... en un mot, toutes celles qui ont été grandes et illustres ont cessé de grandir et n'ont plus vu la victoire suivre leurs bataillons, le jour où elles ont pris des esclaves pour soldats, et plus tard, des mercenaires et des reîtres.

gistrature sous le prétexte qu'elle doit se consacrer tout entière à la justice, plus que les ecclésiastiques sous le prétexte qu'ils doivent être tout à Dieu.

Un membre de la droite lui fait observer que ni les magistrats ni les prêtres ne sont armés de baïonnettes.

M. Millaud appelle alors à l'appui de son idée, un argument d'un troisième ordre : l'intérêt bien entendu de la patrie.

« Nos soldats ont le droit de voter, et c'est même notre intérêt bien entendu. Ne vaut-il pas mieux voir l'armée aller au vote que de voir la nation à la merci de l'armée ? N'est-il pas injuste, s'il s'agit d'élire un député qui devra décider de la paix ou de la guerre, que le soldat puisse se plaindre de n'avoir pas concouru à la nomination de ce député ? »

L'exposé que fit l'orateur des sentiments qui aux différents âges ont fait agir le soldat, ne saurait être passé sous silence.

« Autrefois », disait-il, « qui conduisait le soldat à la bataille, dans les temps les plus anciens ? C'était l'instinct, c'étaient les habitudes de la barbarie d'abord. Plus tard, les soldats étaient achetés et s'ils ne remplissaient pas leur devoir, on pouvait leur dire : Nous vous avons payés. De l'époque des Duguesclin, des Bayard, passons à celle des Condé et des Turenne. Il y avait un sentiment de l'armée que nous n'avons plus, c'était un amour propre particulier, le sentiment d'un honneur tout spécial qui tenait au régiment. Le nombre des régiments était infini ; chacun portait un nom différent : le régiment de la reine, celui du Limousin, celui de

Normandie ; d'autres portaient le nom du colonel. Ces régiments avaient alors l'amour propre, l'amour du drapeau qu'ils devaient défendre.

Nos soldats ont montré aussi qu'ils avaient au suprême degré cet amour du drapeau, et qu'ils savaient mourir pour lui, mais nous ne pouvons pas oublier, ajoutait l'orateur, que de notre temps la guerre est difficile, pénible, qu'elle est longue, qu'il faut une grande patience pendant des mois entiers ; que les soldats sont obligés de rester longtemps à coucher à la dure et à marcher sac au dos, et qu'ils ont besoin pour soutenir tant de fatigues, de force, de courage moral, en un mot d'avoir le titre et les droits de citoyen.

« Si vous n'en faites pas des citoyens, pendant la » guerre, ils pourront bien, en mourant pour la » France, montrer qu'ils sont Français, mais après » la guerre, comment manifesteront-ils leurs qualités ? Par leur vote. » Et il citait deux exemples, celui de la Belgique qui dotée d'une armée permanente importante, la garde civique, donnait aux hommes non-seulement le droit de vote, mais encore celui de nommer leurs chefs ; celui de l'Amérique (1) où le soldat et le marin absents pour cause de service dans l'armée de terre et de mer ont le droit de se faire représenter au scrutin au lieu de leur résidence ou de celle de leur famille et de voter par procuration.

Attendre le courage moral, la force nécessaire pour aller au feu de l'exercice du droit de vote,

(1) J. O. 24 septembre 1871 : « Le droit électoral et l'organisation des élections aux Etats-Unis.

n'était-ce pas là un espoir tout au moins singulier. Le jour où l'armée discute si elle doit ou non faire la guerre en nommant des députés qui sont favorables ou défavorables à la paix, elle est juge dans sa propre cause, ce qui est contraire à son principe comme à son intérêt bien compris.

Les deux exemples de la Belgique et de l'Amérique n'ont aucune portée. La Belgique n'a comme puissance militaire qu'un rôle défensif. L'esprit de son armée sur un territoire restreint ne saurait avoir le même caractère ni entraîner les mêmes exigences que chez nous. Quant à l'Amérique, elle est la terre classique des expériences. Le soldat et le marin absents y votent ; mais combien étaient-ils jusqu'à la guerre de Cuba : à peine 50.000 hommes. Il n'y a là rien qui puisse être comparé à notre armée. En outre, ce n'est pas dans le nouveau Monde qu'il faut aller chercher des modèles pour la mise en mouvement du suffrage universel, si nous nous en rapportons à un témoin digne de foi M. James Bryce (1).

Du reste, pour rétorquer l'argument, il suffit de citer les propres paroles de l'orateur :

« Je me souviens assez de mon histoire pour savoir qu'à différentes époques, des conspirations sans nombre ont éclaté dans l'armée uniquement parce que les soldats n'avaient pas le droit de vote, parce qu'ils n'avaient pas le droit d'exprimer nettement et légalement leur pensée.

Vous supprimez le droit d'association, vous créez

(1) American commonwealth by James Bryce. London Mac Millan et Co.

les sociétés secrètes ; vous supprimez le droit de vote, vous faites naître parmi les soldats des conspirations ; tantôt c'est un étranger, tantôt c'est un chef intéressé qui parle, (et nous en avons vu) tantôt ce sont des meneurs qui arrivent dans les casernes et qui disent aux troupes : « Voilà où est la vérité ! et ce n'est pas souvent la vérité. N'avons-nous pas eu la conspiration bretonne de 1720 ? N'y a-t-il pas eu la conspiration Mallet, la conspiration Cadoudal ? Ai-je besoin de citer les Quatre Sergents de La Rochelle.

Les conspirations signalées par l'orateur n'auraient pas pris naissance dans une armée d'où la politique aurait été bannie par esprit de civisme bien entendu, par esprit de discipline.

En résumé, les objections faites au principe de la loi ne nous semblent pas sérieuses ; qu'elles soient tirées des considérations politiques, du sentiment, d'un prétendu intérêt national, du droit comparé ou de l'histoire. Elles laissent entière la nécessité pour une armée d'une discipline fondée sur le respect des inégalités hiérarchiques ; or le suffrage universel en est la négation.

Le droit de vote n'est pas d'ailleurs absolument sacrifié à l'intérêt supérieur de l'armée. Son exercice n'en est que suspendu pour le soldat présent sous les drapeaux.

L'intérêt de la discipline triomphe donc ici dans une mesure légitime, de la souveraineté nationale. Mais cette souveraineté nationale ne suppose-t-elle pas la liberté dans le pays pour s'exercer pleinement ? M. Chasseloup Laubat a fait remarquer que ce souci de la liberté avait agi sur l'esprit du légis-

lateur de 1872. La liberté du pays veut que le soldat soit un instrument aveugle au service de la loi à la confection de laquelle il ne saurait concourir sans garder en sa conscience des préférences, ou un parti pris qui malgré lui le gêneraient pour une exécution passive.

Mais nous n'insisterons pas sur cette idée. Elle est intimement liée à celle de la discipline qui est l'idée maîtresse, l'idée directrice à laquelle se rattachent toutes les autres.

Le principe une fois posé par la loi de 1872 passa presque sans discussion dans la loi organique du 30 novembre 1875, dont l'article 2 est conçu en ces termes : « Les militaires et assimilés de tous grades » et de toutes armes des armées de terre et de mer » ne prennent part à aucun vote quand ils sont » présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de » l'élection se trouvent en résidence libre*, en non » activité ou en possession d'un congé régulier » peuvent voter dans la commune sur la liste de » laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette » dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou » dans le cadre de réserve. »

Cet article est emprunté textuellement au deuxième projet présenté par M. Batbie au nom de la première commission des Trente dans la séance du 24 juillet 1874 (1).

(1) J.-O de 1874, p. 3274. Cette commission était ainsi composée : MM. Batbie, président ; le marquis de Talhouët, Audren de Kerdrel, vice-présidents ; Cezanne, Tallon, de Tarteron, secrétaires ; Jules Dufaure, Laboulaye, Waddington, Lacombe, Lambert de Sainte-Croix,

Cette commission avait songé à élever la majorité électorale de 21 à 25 ans (1). Elle estimait qu'en maintenant l'âge de 21 ans, on sanctionnait une inégalité entre les militaires et les non militaires, inégalité qui était défavorable aux serviteurs les plus dévoués de l'Etat. Cette tentative fut pour Louis Blanc l'occasion d'une manifestation en faveur du droit de vote des militaires (3). Cette réforme constituait à son avis l'égalité dans la violation du droit. Il ajoutait que « le devoir de se battre et de mourir pour son pays implique le devoir de participer à la loi qui ordonne qu'on se batte et s'il le faut qu'on meure.

Pradié, le vicomte de Meaux, Grivart, le vicomte de Cumont, Tailhand, le comte Daru, Paris (Pas-de-Calais), Chesnelong, de Sugny, le marquis d'Andelarre, Antonin Lefèvre-Pontalis, Keller, Vingtain, Merveilleux du Vignaux, de la Rochefoucault, duc de Bisaccia, Combier, Lucien Brun, Delsol, Vacherot.

(1) J.-O. 1874, p. 2484.

(3) J.-O., p. 3758.

Le suffrage universel est l'instrument d'ordre par excellence. Et pourquoi ? parce qu'il est la légitimité dans la puissance et que là où il est pratique, l'Etat est le « moi » de Louis XIV prononcé non pas par un homme mais par un peuple.

En cherchant à nous expliquer comment le suffrage universel s'était implanté dans notre pays, l'honorable rapporteur a laissé échapper ces mots singuliers : « Par des concessions successives, on est arrivé à l'universalisation. » Il est dommage qu'on ne nous ait rien dit du Droit qu'avaient de faire ces concessions les hommes généreux à qui la nation en est redevable ! Nous aurions été curieux de savoir si ce droit exclusif de suffrage qu'ils avaient bien voulu, peu à peu, partager avec leurs concitoyens, ils l'avaient reçu du Ciel ou apporté avec eux en naissant.

Qu'est-ce que le suffrage universel ? demande le rapporteur. Est-ce une fonction ou est-ce un droit ? Et il répond : C'est une fonction. Nous répondons, nous, Messieurs, que c'est à la fois, une fonction, un droit et un devoir. Une fonction parce que c'est un acte dont le caractère est social en même temps qu'individuel ; un droit et un devoir parce que cette fonction qui est la fonction initiale, la fonction souveraine de qui toutes les autres dérivent ou dépendent, il est dans l'intérêt de tous qu'elle soit exercée par tous.

Léon Gambetta lui répondit qu'il fallait empêcher au foyer de la famille militaire les dissentiments politiques, mais il pensait que l'âge de 21 ans devait être maintenu et dans un de ces élans oratoires dont il avait le secret il fit une théorie très nette du droit politique du soldat (1), théorie qui ébranla la Commission.

Dans son deuxième projet, M. Batbie renonça à modifier l'âge exigé pour l'électorat.

(1) J.-O., p. 3758 et seq.

..... « Nous ne portons pas la main sur le droit de ce Français, permettez-moi de dire ce double français, à la fois français et soldat ; non, ce n'est pas son droit que nous menaçons ; ce n'est pas ce titre qui le distingue au milieu de la société, qui l'empêche lui aussi, quoique sujet avant tout à l'obéissance passive, d'exercer ce droit. On attend qu'il soit dans sa commune, au milieu des siens, loin des faisceaux, pour qu'il puisse exercer avec sécurité ce droit. Mais, au moment où, au nom d'un intérêt supérieur, on restreignait l'exercice de ce droit, on le saluait, on lui donnait sa véritable consécration. Et croyez que l'armée l'acceptait ainsi, et qu'elle n'entendait pas être exclue de la société des citoyens français, parce que vous lui avez imposé cette tutelle légitime et nécessaire. Mais l'argument de M. Batbie que devient-il devant cet engagement solennel, il disparaît. Vous aviez pris un engagement sacré ce jour-là, l'engagement de maintenir le droit à ces soldats auxquels vous avez refusé l'exercice du droit électoral, l'engagement que, rentrés dans leur commune, mutilés peut-être par la guerre avant cet âge de 25 ans, ils retrouveront cette précieuse communauté, cette solidarité de sentiments politiques qui fait que même sous les drapeaux, il n'en sont pas moins participants à la vie de la France.

Cette loi que vous invoquez, je l'invoque à mon tour et je vous dis : Respectez la loi dans la personne de ces soldats respectez là aussi dans celle des compagnons de leur âge, retenus dans leurs foyers par les nécessités de la vie, des infirmités quelquefois, les nécessités professionnelles qui maintiennent à l'état productif, à l'état actif des hommes indispensables à toutes les conditions sociales, aux professions libérales, aux nobles études, au commerce, à l'industrie à l'agriculture..... car dans l'agriculture un jeune homme de 21 ans vaut plus qu'un jeune homme de 25 ans dans la ville, parce qu'il ne vit pas comme on dit, aux crochets de sa famille, parce que le pain qu'il mange n'est pas gagné par son père, mais gagné par lui-même, il est un producteur, il n'est pas dans l'état de mendicité domestique. Eh bien, à celui-là on refuse le droit électoral. Il vous dira lui, qu'il est l'espoir et la force de la famille.

La Commission ayant démissionné le 18 mai 1875, une nouvelle Commission fut nommée le 25 et le 26 mai. MM. Marcère et Ricard présentèrent un rapport, M. Humbert un autre rapport au nom d'une sous-Commission et l'article 2 que nous avons cité plus haut ne fit l'objet d'aucune discussion.

La loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée

Les militaires ne sont pas privés de la capacité électorale. Ils doivent être inscrits sur la liste des électeurs, mais l'exercice du droit est suspendu durant leur présence au corps, sans qu'il y ait de distinction à faire entre les militaires de la gendarmerie et ceux des autres armes. (1).

Par conséquent, de quelque côté, qu'on prenne cet argument qu'on le considère au point de vue du repos de la famille, au point de vue de la légalité militaire, au point de vue de la collaboration dans les efforts de production et d'épargne, du foyer domestique, cet argument vous condamne à un acte de haute immoralité ; car si vous ne maintenez pas le droit et l'exercice de ce droit dans les mains du jeune français dont je parlais tout-à-l'heure, savez-vous ce que vous auriez fait ? Vous feriez un acte de spoliation, c'est-à-dire d'immoralité. Et songez que c'est là tout l'argument que l'on a apporté pour changer des habitudes qui ont déjà plus d'un quart de siècle de pratique, des habitudes dont personne ici n'a pu prouver le danger ni le péril.

(1) Sirey. Lois annotées. — Note sous l'article 23 de la Loi du 5 avril 1884 qui n'est que la reproduction de l'article 36 de la Loi du 5 mai 1855.

Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets au sujet de l'application de la nouvelle loi municipale (10 avril 1884). Vote des militaires. La situation des militaires au point de vue électoral est la même. Ils ne sont pas privés de la capacité électorale, puisqu'ils doivent être inscrits sur la liste de la commune où se trouve leur domicile de recrutement. Mais l'exercice du droit de vote est suspendu pour

L'article 6 d'un projet de loi voté en 1885 disposait : « Une fois incorporés dans l'armée active, les » hommes ne peuvent prendre part à aucun vote » avant d'avoir été envoyés dans la disponibilité ou » dans la réserve de l'armée active ou réformés. » En aucun cas, et quelle que soit la classe à » laquelle ils appartiennent, les hommes présents » sous les drapeaux ne peuvent voter. » Cet article exprimait bien catégoriquement le principe désormais admis, mais il était loin de la clarté de l'art. 2 de la loi du 30 novembre 1875 que la loi du 15 juillet 1889 a reproduit textuellement dans son article 9.

Le rapporteur, M. Laisant avait à peine posé le principe (1) : suspension et non privation du droit électoral dans l'intérêt de la discipline, que M. Mail-

eux, tant qu'ils sont présents au corps. Déjà l'article 5 de la Loi du 27 juillet 1872 les écartait des urnes. L'article 2 de la Loi du 30 novembre 1875 dispose à son tour que les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, ceux qui au moment de l'élection se trouvent en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé régulier peuvent voter dans la commune sur la liste de laquelle ils sont régulièrement inscrits.

Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité dans le cadre de réserve.

Par militaires en congé régulier on doit entendre les militaires qui sont pourvus d'une autorisation régulière d'absence de plus de 30 jours ; les autorisations d'absence de cette durée présentent seules en effet aux termes du décret du 27 novembre 1868 (art. 2) les conditions d'un congé (Circulaire du Ministre de la Guerre 24 février 1876).

Vous savez, Monsieur le Préfet, qu'il n'y a plus de distinction à faire sous ce rapport entre les militaires de la gendarmerie et les militaires des autres armes ; ni les uns ni les autres ne peuvent voter quand ils sont présents au corps (voir B. O. Ministère Intérieur 1873 p. 211). Les présidents des bureaux électoraux devront en conséquence refuser le vote des militaires qui ne se trouveraient pas dans les conditions particulières déterminées par la loi, et qui seules peuvent leur permettre d'exercer leurs droits électoraux.

(1) J. O. 1887. Doc. parlementaires p. 203.

lard déposait un amendement ainsi conçu : (3)
« Les militaires et assimilés de tous grades et de
» toutes armes des armées de terre et de mer
» présents à leur corps, à leur poste, dans l'exer-
» cice de leurs fonctions sont portés sur les listes
» électorales des communes où ils étaient domi-
» ciliés avant leur départ et sont admis à voter
» pour l'élection des députés conformément aux
» articles 2 de la loi organique électorale du 15
» mars 1849 et 12 de la loi électorale du 31 mai
» 1850. Néanmoins l'exercice du droit électoral est
» suspendu pour les armées en campagne et pour
» les marins de la flotte se trouvant en cours de
» navigation. Ceux qui au moment de l'élection se
» trouvent en résidence libre, en non activité ou
» en possession d'un congé régulier peuvent voter
» dans la commune sur la liste de laquelle ils sont
» régulièrement inscrits. » Cet amendement avait
pour but, comme le disait l'orateur, de rendre au
soldat sous les drapeaux le droit de vote que la
République de 1848 lui avait donné, que l'Empire
lui avait retiré, que le Gouvernement de la Défense
Nationale du 4 septembre lui avait rendu et que la
majorité royaliste de 1871 lui avait retiré en 1872.
Les raisons données étaient multiples.

Il écartait d'abord l'obstacle présenté par la pu-
blicité pratique, sinon théorique, du vote des mili-
taires en affirmant que la loi du 31 mai 1850 avait
tranché la difficulté.

Il ne comprenait pas qu'on eût laissé soldats et
officiers en dehors du droit commun, dans l'intérêt

(3) J. O. 1887. Déb. parlementaires p. 1306.

de la discipline , pour conserver dans l'armée le dogme de l'obéissance passive , l'effacement de la volonté individuelle. Le général Boulanger n'avait-il pas dit, le 4 octobre 1886 : « La nation et l'armée » ont enfin compris l'impérieuse nécessité de leur » intime solidarité. » (Inauguration de l'orphelinat Heriot, à La Boissière, Seine-et-Oise). M. Maillard ajoutait que la discipline n'avait pas toujours été la suprema lex pour l'armée. Se reportant à l'an II, il pensait que ce qui avait fait la force des armées de la Révolution , c'était leur amour pour la patrie et leur dévouement à la Révolution. On eut pu lui répondre, empruntant au philosophe Socrate une de ses idées chères : « Aimer la patrie, c'est obéir à ses lois. »

Les législateurs de 1872 avaient été guidés par la crainte de voir les militaires voter à l'aveuglette. M. Maillard estime qu'ils seront suffisamment renseignés par les journaux qui leur seront envoyés. La Chambre protesta contre cette manière de voir.

L'orateur, après avoir proclamé que la législation en vigueur portait atteinte au suffrage universel, s'efforça de démontrer qu'il n'y avait, au point de vue de la stabilité des gouvernements aucun péril à accorder le droit de vote. Il expliqua qu'au 18 Brumaire et au 2 Décembre l'armée n'avait été qu'un instrument inconscient du coup d'Etat.

Néanmoins son amendement fut repoussé par 516 voix contre 14.

Le principe posé par l'article 9 étant admis, une difficulté d'interprétation se présentait, portant sur les mots « congé » et « résidence libre ».

Le Ministre de la Guerre et celui de la Marine

avaient arrêté de concert une interprétation qui est insérée aux pages 211 et suivantes du bulletin officiel du Ministre de l'Intérieur (année 1875), mais sur l'intervention de M. G. Roche cette interprétation fut précisée au cours des débats à la Chambre des députés. Il faut distinguer la permission qui peut être donnée pour 30 jours du congé régulier qui doit avoir une durée d'au moins 30 jours et entraîne une mutation. Le militaire en congé est considéré comme n'étant plus présent au corps.

Dans le projet de la Commission on avait ajouté au mot congé l'épithète « régulier » Au Sénat (1) le général Robert aurait voulu qu'au lieu de dire congé régulier (on est toujours en congé régulier quand on est porteur d'un titre autorisant l'absence), le texte s'exprimât ainsi : « un congé d'au moins deux mois. » Il expliqua que le législateur de 1872 avait été guidé dans sa rédaction par la crainte de voir le gouvernement fausser une élection en envoyant, au moyen de permissions généreuses, quelques renforts d'électeurs dans les départements. Le général Billot demanda dans la même séance la suppression pure et simple du mot régulier et la commission se rangea à ce dernier avis. (2)

M. le sénateur Fréry avait demandé que tout militaire muni d'une permission régulière fut admis à voter. « Nos soldats ne sont plus des prétoriens ;

(1). J. O. Sénat. Débat parlementaire 26 avril 1888 p. 617.

(2) A ce propos, une petite inexactitude semble s'être glissée dans le livre de M. Pierre qui dans son traité de droit politique et parlementaire p. 230 dit « Il y a lieu de noter, mais comme un simple lapsus ce fait que le législateur de 1889 a omis le mot régulier qui figure dans la loi de 1875. » L'omission était bien voulue.

nous sommes la nation armée et avant tout des citoyens. » Mais son vœu ne fut pas pris en considération.

Lorsque le projet voté au Sénat revint à la Chambre des députés, M. de Lanjuinais (1) demanda qu'au lieu de congé régulier on introduisit dans la loi une définition « tout militaire en possession d'une permission ou d'un congé de 30 jours au moins. Dans une circonstance donnée un ministre pourrait donc pour favoriser une candidature agréable faire donner dans un ou plusieurs régiments un certain nombre de permissions de 24 heures ou de 48 heures dont les porteurs en déposant leur bulletin dans les urnes viendraient fausser une élection. » Le rapporteur n'eut pas de peine à démontrer que ce représentant avait mal suivi la discussion et il ajouta que lorsque la loi aurait été promulguée on ne pourrait plus donner de congé dans les deux premières années de service si ce n'est pour cause de maladie ou de convalescence, ou après deux ans dans les conditions prévues par l'article 49. Cette explication était nécessaire, car elle répondait en même temps à une objection de M. le baron Reille qui avait justement fait remarquer qu'on pourrait improviser des électeurs militaires avec des congés d'un mois c'est-à-dire avec même durée que les permissions les plus longues.

Le militaire en congé seul verra donc rapporter à son profit la suspension de son droit de vote. (2).

(1) J. O. Déb. parlementaire séance 13 décembre 1888, p. 3015.

(2) D. 27 nov. 1868, art. 2. — Circulaire min. guerre 27 fév. 1876. — B. O. min. intérieur 1874, p. 585.

L'expression « résidence libre » nécessita aussi quelques explications.

M. G. Roche après avoir exposé (1) que la résidence libre était une situation spéciale à la marine, créée pour faciliter une économie au profit des officiers supérieurs disponibles dans les ports renonçant bénévolement à une fraction de leur solde pour avoir le droit de résider où bon leur semble, fit observer que cette résidence était accordée à la demande même de l'officier, sans durée déterminée, et il demanda qu'elle fût d'une durée d'un mois au moins, pour entraîner le droit de vote « s'il a demandé la résidence libre la veille et s'il la rend 2 jours après, trouvez-vous qu'il est dans l'esprit de la loi. » La question n'était pas très exactement posée. L'expression de résidence libre servait à désigner la situation des officiers supérieurs de la marine qui après un désarmement se trouvaient momentanément sans emploi et pouvaient prendre une résidence à leur gré jusqu'au moment où le Ministre de la Marine ayant besoin de leurs services leur désignait un poste déterminé. La durée de cette situation dépendait uniquement du Ministre de la Marine, était-il nécessaire qu'elle se fût prolongée pendant un certain temps pour permettre à l'officier qui en jouissait d'exercer ses droits électoraux ?

« Si au moment de l'élection — dit le rapporteur — on se trouve en résidence libre dans la commune où l'on est inscrit de par la loi, on a le droit de voter, la résidence libre étant une situa-

(1) J.-O. 20 juin 1887, loc. cit.

tion définie, légale, comme la non activité dont il est question également dans certains articles. Vous ne pouvez pas plus demander à un officier s'il est en résidence libre depuis 15 jours ou depuis 2 mois que vous ne pouvez lui demander s'il est en non activité depuis la veille ou depuis 6 mois. Le texte de la loi est impératif et tout officier en résidence libre dans le lieu du vote peut exercer son droit de citoyen. »

La commission, et le rapporteur avec elle, ne demandaient que le maintien de la législation en vigueur et la Chambre vote dans ce sens.

M. l'amiral Jaurès au Sénat donne de la résidence libre ce que nous appellerons une définition pratique : « Il arrive qu'après une expédition pour » laquelle un grand nombre de bâtiments ont été » armés, par exemple pour la campagne du Tonkin, » de nombreux désarmements s'effectuent ; alors » dans un même port le nombre des officiers qui » se trouvent à terre est beaucoup plus considérable » que les besoins du service ne l'exigent. Parmi » eux, quelques-uns sans être assez gravement » atteints pour pouvoir demander un congé de » convalescence, se ressentent cependant assez des » fatigues pour avoir besoin de se reposer dans » leur famille. Dans ces cas-là, les ministres leur » accordent l'autorisation de résider où ils veulent, » mais dès que leur présence au corps est nécessaire, on les rappelle ; c'est cette situation qu'on » appelle la résidence libre. » (1)

Cet officier supérieur estimait à cette époque que

(1) J.-O. Débats parl^{re} 26 avril 1888, loc. cit.

les cas de vote seraient assez rares. Il pensait que la plupart des officiers négligeraient de faire valoir leurs droits. C'est une erreur. Nos renseignements personnels nous permettent de dire qu'aux élections législatives du 8 mai dernier, un assez grand nombre d'officiers sont allés au scrutin dans l'arrondissement de Rochefort. Les deux candidats en présence étaient M. le docteur Braud et M. l'amiral Rieunier.

Par application de l'article 9 de la loi du 15 juillet 1889, qui vote en définitive? Les Ministres de la guerre et de la Marine avaient arrêté, de concert, en 1873, une instruction publiée au Bulletin officiel de l'Intérieur qui est encore en vigueur et qui porte : (1)

Sont seuls admis à voter :

- 1^o Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes, en activité, qui se trouvent en congé régulier dans la commune où ils ont leur domicile (2) légal et sur la liste de laquelle ils sont inscrits (tels sont sous l'empire de la loi actuelle les dispensés de l'article 23) ;

Résidant dans la commune où ils sont inscrits comme électeurs :

- 2^o Les officiers généraux du cadre de réserve et les officiers en disponibilité ou en non activité ;
- 3^o Les jeunes gens du contingent et les engagés volontaires qui se trouvent dans leurs foyers avant d'avoir paru sous les drapeaux ;

(1) Pierre. Traité de droit politique et parlementaire. N° 250, p. 229.

(2) De nombreux arrêts de la Cour de Cassation ont statué sur cette question de domicile et sur les applications qui doivent être faites des dispositions relatives à l'inscription des militaires sur la liste électorale : arr. Cass. 6 mai 1855, 3 avril 1865, 1^{er} août 1865, 23 mars 1866, 30 avril 1866, 26 juillet 1866, 25 novembre 1883.

4^o Les militaires (troupes) en disponibilité dans les conditions déterminées par la Loi du 27 juillet 1872 ;

5^o Les militaires de la réserve de l'armée active.

Quant aux militaires et assimilés de toutes armes en activité qui ne se trouvent pas en congé, ils ne peuvent prendre part à aucun vote.

Par militaires en activité on doit entendre non-seulement ceux qui appartiennent aux corps de troupes, mais encore les officiers généraux, les officiers du corps d'état-major, les fonctionnaires de l'intendance, les officiers du corps de santé, les officiers d'administration, les vétérinaires militaires, les militaires de la gendarmerie, de la garde républicaine, du régiment des sapeurs-pompiers de la ville de Paris, les officiers de recrutement, de la remonte militaire et employés militaires en résidence fixe, interprètes militaires, etc.

En ce qui concerne l'armée de mer, les dispositions prohibitives de la loi, doivent s'appliquer aux marins, aux fonctions dont l'énumération suit :

- 1^o Le corps de la marine ;
- 2^o Mécanicien de la marine ;
- 3^o Gendarmerie maritime ;
- 4^o Artillerie et infanterie de marine ;
- 5^o Corps du génie maritime ;
- 6^o Corps des ingénieurs hydrographes ;
- 7^o Corps du Commissariat de la marine ;
- 8^o Corps de l'Inspection des services administratifs ;
- 9^o Personnel administratif des directions de travaux ;

- 10° Personnel du service de manutention ;
- 11° Corps de santé de la Marine ;
- 12° Aumôniers de la Marine ;
- 13° Les équipages de la flotte ;
- 14° Sous-officiers, caporaux et soldats ;
- 15° Personnel des infirmiers de la Marine ;
- 16° Chiourme.

Peuvent seuls prendre part aux vote, les citoyens appartenant à ces différents corps et qui au moment du vote se trouvent dans la commune où ils sont inscrits en résidence libre, en non activité, ou qui justifient d'un congé régulier ou d'un congé renouvelable.

Les principes de notre législation actuelle sont les mêmes que ceux qui ont inspiré les lois de 1872 et 1875. Une observation est toutefois nécessaire.

La résidence libre des officiers de marine a donné lieu à une discussion en raison de ce qu'elle est volontaire de la part de l'intéressé, bien que le ministre puisse toujours y mettre fin. Il dépend donc des officiers de vaisseau d'accord avec leurs chefs hiérarchiques de modifier à leur gré la majorité électorale, lorsqu'elle dépend au second tour de scrutin par exemple d'une voix. La souveraineté nationale dans sa manifestation est à la merci de la volonté d'un seul électeur.

Le Parlement n'a pas cru néanmoins devoir maintenir la suspension du droit de vote à l'égard de ces officiers. Dès lors, nous pouvons nous demander si cette législation n'est pas contredite par l'avis du Conseil d'Etat du 7 février 1877 relatif au vote

des officiers de l'armée territoriale qui accomplissent volontairement un stage dans l'armée active. Cet avis qui ne vise pas les officiers de réserve maintient le droit de vote au profit des officiers territoriaux pour plusieurs raisons. C'est d'abord parce qu'ils ne sont présents sous les drapeaux que volontairement et non en vertu d'un ordre d'appel, ensuite parce qu'ils ne touchent pas de solde ; enfin parce que le droit de punir directement leur est interdit. La volonté d'un électeur ici lui maintient le droit de vote, alors que dans la résidence libre elle le lui confère. En législation ce système semble condamnable. L'exercice de la souveraineté assurément n'est pas obligatoire chez nous, mais il ne doit pas dépendre de la volonté d'un électeur qu'il ait ou non la faculté de le pratiquer quand il est sous les drapeaux.

L'officier stagiaire de la territoriale ne touche pas de solde, c'est vrai, mais il pratique le métier d'officier avec les mêmes obligations que ses camarades de l'active. Il doit le respect à ses supérieurs tout comme eux, au nom des mêmes principes.

Il ne commande pas, donc il n'est pas vraiment présent sous les drapeaux, dit le Conseil d'Etat. Il y a là pensons-nous une erreur. Il commande volontairement, mais il commande et doit être obéi ; seulement la sanction du défaut d'obéissance n'est valable que si elle passe par l'intermédiaire supérieur ordinaire de l'homme en faute. Il a droit au même respect de la part des inférieurs, car les conseils de guerre ont maintes fois jugé et les conseils de révision avec eux qu'après sa libération d'une période d'instruction un homme man-

quant de respect soit à un officier de réserve soit à un officier de territoriale était passible de leur juridiction. La discipline l'exige, et nous ne pouvons nous ranger à l'avis du Conseil d'Etat. L'officier de la territoriale qui demande à faire un stage, choisit sa période, sait quelles sont ses devoirs et le meilleur moyen de se former au métier des armes et d'en subir toutes les obligations.

CHAPITRE III

Projet de réforme de l'article 9 de la Loi du 15 Juillet 1889

Etant donné le principe de la souveraineté nationale, deux conceptions différentes du droit de suffrage politique se présentent à l'esprit.

Le suffrage politique n'est pas un droit individuel et absolu, c'est une fonction sociale et les hommes qui exercent le droit de suffrage politique n'agissent qu'au nom de la nation indivisible dont ils sont les représentants. C'est là la conception qui a prévalu dans notre législation, et la loi a pu, dans cette mesure, déterminer les conditions d'exercice du droit de vote, en suspendre l'exercice chez les militaires en-service au nom même de la patrie et dans son intérêt.

Une autre conception qui est celle de Rousseau (1), de Robespierre, de Pétion, de Condorcet, de Boissy d'Anglas (2) fait du droit de suffrage politique un droit individuel, attaché à la qualité même d'être humain.

S'inspirant de cette dernière, M. Jules Guesde a

(1) Rousseau, Contrat social, liv. 1V, chap. I.

(2) Esmein. Eléments de Droit constitutionnel, p. 188 et seq.

présenté à la Chambre des députés, le 8 mars 1894, un projet de loi « tendant à réintégrer l'armée nationale dans la nation en lui rendant l'exercice du droit de vote » (1).

La révolution de 1848 avait donné aux militaires l'exercice du droit de vote, le décret du 2 février 1852 le leur avait enlevé, le décret du 29 janvier 1871 le leur avait rendu, mais la loi de 1872 le leur avait définitivement retiré.

La loi de 1889 avait confirmé celle de 1872, et depuis cette époque, personne n'avait proposé une réforme que la plupart des électeurs considéraient comme contraire à l'intérêt de la défense nationale.

En 1894, le parti socialiste demande l'abrogation de l'article 9 et une loi spéciale pour déterminer dans quelles conditions les militaires et assimilés de tous grades pourront prendre part au vote (2).

Les motifs exposés sont les mêmes que les partisans du droit de vote des militaires avaient déjà soutenu en 1872 et en 1889. Les socialistes voient une contradiction, une aberration même dans le fait de supprimer l'exercice du droit de vote chez ceux qui accomplissent le premier des devoirs du citoyen en défendant la patrie.

Ils estiment qu'il y aurait moins d'iniquité à reculer à l'âge de 24 ans l'âge de la majorité politique qu'à constituer l'électorat à l'état de privilège pendant trois années au profit « soit des infirmes, soit des exemptés de l'impôt du sang. »

(1) Cette proposition était signée par MM. Jules Guesde, René Chauvin, Jourde, Thierry Cazes, Baudin, Sembat, Vaillant, Ccuturier, Walter, Sauvanet, Calvinhac, Franconie, Chauvière, A. Boyer, députés.

(2) Journ. Off. 1894. Chambre, annexe 475.

A Rome et en Grèce, il fallait être citoyen actif pour avoir le droit de porter les armes.

La crainte du coup d'Etat est une crainte puérile. C'est en Espagne où le soldat ne scrutine pas qu'on trouve l'armée des pronunciamientos ; c'est en Suisse où le soldat n'a jamais cessé d'être électeur qu'on trouve l'armée la plus respectueuse de la loi.

M. J. Guesde proclame que le régime actuel est une injure à des milliers d'hommes qu'on assimile à des indignes en les frappant de mort civile, qu'il y a là « un crime de lèse nation. »

« Au nom de nos frères de l'armée traités en » ilotes, au nom du suffrage universel mutilé, nous » protestons, dit-il, nous devons protester et nous » demandons à la Chambre de se joindre à nous » pour réintégrer l'armée nationale dans la nation » en lui rendant l'exercice des droits politiques. »

Cette proposition de loi renvoyée à la commission d'initiative parlementaire le 8 mars 1894 n'est pas encore sortie des bureaux.

Les arguments qu'elle développe ont été déjà réfutés au cours de ce travail.

Nous devons ajouter que cette protestation isolée émane de cette même faction politique qui maintes fois s'est prononcée en faveur du désarmement de toutes les nations, en faveur de la suppression de l'armée elle-même, ou de sa réduction à une milice.

Cette dernière réforme devra précéder celle de l'article 9 de la loi du 15 juillet 1889. Il est malheureusement à craindre qu'elle se fasse longtemps attendre, car les nations ne sont pas idéales, et il y a loin de l'utopie à la réalité.

CONCLUSION

« La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants. » Tel est le premier des principes généraux de la subordination inscrits en tête du règlement sur le service intérieur des troupes d'infanterie (1). Les recrues au lendemain de leur arrivée au régiment sont tenues d'en connaître l'exposé à la lettre. Il est la base de l'instruction et de l'éducation militaires.

Il y a conflit entre le principe du suffrage universel libre, et les exigences de l'état militaire.

La question ainsi posée, trois solutions se présentent :

Les militaires doivent être assimilés aux autres citoyens.

Les militaires sont absolument privés du droit de vote.

Les militaires ont la capacité électorale, mais

(1) Extrait du décret du 28 décembre 1883 portant règlement sur le service intérieur des troupes d'infanterie à l'usage des sous-officiers et caporaux. Paris. Imprimerie Nationale. 1886.

tant qu'ils seront en service actif, ils ne pourront pas voter.

La législation moderne a écarté les deux premières solutions pour adopter la troisième. Nous ne pouvons que nous associer à cette manière de voir, instruits par l'expérience du passé, et guidés par l'intérêt supérieur de la discipline nécessaire dans l'armée. Les luttes politiques et les passions qu'elles déclenchent sont des facteurs de désordre dans des compagnies et des bataillons de jeunes gens qui ne doivent témoigner à leurs chefs d'autres sentiments que celui du devoir, de l'obéissance passive et sans arrière pensée.

Dans quel esprit ont voté les militaires de 1848. La liste qui a rallié leurs suffrages comprenait des montagnards et des modérés, Lamartine, Cavaignac et Lacordaire.

En 1848, l'armée a voté pour trois sous-officiers patronés par la Montagne et qui ont été élus, Boichot, Rattier et Commissaire.

La Sentinelle, journal militaire du 1^{er} juin 1849, commentait ainsi cette élection : « Nous ne crierons » pas à la débandade, parce que les citoyens Boichot, » Rattier, Commissaire, sont transformés en légis- » lateurs. Ce qui m'a serré le cœur, c'est de voir » qu'à Paris, le sergent-major a obtenu 20 mille » voix de plus que le maréchal Bugeaud, 6 mille » de plus que le général Lamoricière, et qu'enfin » le sergent Rattier a eu 3 mille voix de plus que » le Maréchal et que le général Rapatel. »

Le sergent-major Boichot avait eu 104.540, et le maréchal Bugeaud 69.805.

Boichot dans son livre que nous avons déjà cité

nous dit comment furent préparées les candidatures militaires. « Les élections pour la Législative étaient » fixées au 13 mai (1849). En conséquence, le » comité socialiste de la Seine convoqua les électeurs militaires de la garnison de Paris dans la » salle Martel, pour y choisir les candidats... Pendant huit jours, nous nous occupâmes d'organiser » une manifestation... Afin d'activer la propagande... » le comité socialiste de la Seine avait chargé trois » de ses délégués de se mettre en rapport avec les » démarches de l'armée... (Ces derniers) nommèrent dans chaque régiment des délégués qui » eurent pour mission de recueillir les suffrages... » Le 25 avril, ils adressèrent au Comité électoral de » la Seine le résultat des opérations du vote. Le » procès-verbal était ainsi conçu : Les sous-officiers » et soldats démocrates socialistes de l'armée de » Paris ont l'honneur de proposer à leurs frères du » peuple de la Seine, le citoyen Boichot, sergent-major... et le citoyen Rattier, sergent... comme » candidats de l'armée. Cette élection a pour but » de consacrer l'union du peuple et de l'armée. »

L'épaulette fut promise à Boichot s'il se désistait, et, comme leurs offres étaient dédaignées, ses chefs le firent incarcérer pour avoir accepté une candidature socialiste.

Cette incarcération fut suivie de nombreux soulèvements dans les régiments et des protestations des délégués militaires que la presse publia.

L'anarchie et la rébellion, tels sont les résultats de la mise en œuvre du droit de suffrage au profit de l'armée, que le militaire électeur soit soldat ou qu'il soit officier. Imbus de ce sentiment, convaincus

qu'il faut à tout prix bannir de l'armée jusqu'à l'ombre de la politique, nous regrettons presque les adoucissements apportés à la règle par l'article 9 de la loi du 15 juillet 1889. Il suffit souvent de quelques voix pour assurer une élection. Quelques députés de la législature actuelle ont été élus à une faible majorité ; on en cite qui sont entrés à la Chambre avec une voix de majorité. N'est-il point à craindre qu'un congé de 30 jours accordé à un ou plusieurs soldats, à un ou plusieurs officiers ne vienne, je ne dirai pas, fausser une élection mais faire une élection. Le député élu par ce stratagème est-il un officier ? Les électeurs civils verront là le doigt des chefs qu'ils critiqueront en termes sévères, au risque d'ébranler chez le soldat cet invincible respect qu'il doit avoir pour son supérieur. Si l'élu est au contraire un civil aux idées avancées adverse d'un officier candidat, le militaire en congé qui aura contribué à cette élection pourra pâtir du concours prêté.

Nous prenons ici les hommes tels qu'ils sont et non tels qu'ils devraient être. L'objection que nous faisons tout à l'heure est bien plus vive encore en ce qui concerne les officiers en résidence libre.

La résidence libre est une situation normale et non exceptionnelle. Nos ports de guerre ont dans leur population militaire un grand nombre d'officiers en résidence libre qui exercent, nous l'avons dit, le droit de vote que la loi leur confère.

Le rôle de l'armée est : à l'extérieur de porter haut le drapeau tricolore, emblème de la patrie, en le faisant aimer et respecter ; à l'intérieur, de ramener l'ordre violemment, lorsque l'affaiblissement

des mœurs politiques joint à la lassitude des discordes civiles a jetée sur notre sol de France, dans la mêlée politique et sociale d'ambitieux fauteurs de désordre et d'anarchie ; mais , son rôle ne doit être que transitoire. Malheur aux gouvernements qui, dans un intérêt, tout personnel et particulier, lui donneraient une mission politique, si petite fût-elle. Le soldat ne doit pas avoir d'esprit de parti. Son épée détruit et ne saurait rien fonder.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

DUC D'AUMALE : *Les institutions militaires de la France.*
— Paris, in-18.

BATBIE : *Traité théorique et pratique de droit public et administratif*, 2^e édit., 8 vol. in-8°, 1885.

BOICHOT : *La révolution dans l'armée.* — Bruxelles, 1865.

BOUTARIC : *Institutions militaires de la France avant les armées permanentes.*

BULLETIN OFFICIEL du Ministère de la Guerre (périod.) *passim*.

BULLETIN OFFICIEL du Ministère de l'Intérieur (périod.) *passim*.

BULLETIN OFFICIEL du Ministère de la Marine (périod.) *passim*.

GÉNÉRAL CHARETON : *Projet motivé de réorganisation de l'état militaire de la France*, 1871, in-12.

DALLOZ : *Collection des Lois et décrets.*

TAXILE DELORD : *Histoire du second Empire.*

DUCROCQ : *Cours de droit administratif*, 6^e édition, 1881,
2 vol. in-8°.

DUSSIEUX : *L'armée en France. — Histoire et organisation depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*,
3 vol. in-12. — Versailles, 1884.

DUVERGIER : *Collection des Lois et décrets annotés.*

ESMEIN : *Eléments de droit constitutionnel*, 1 vol. in-8°, 1896.

GUY D'AGAUCHE : *Historique du recrutement de l'armée.* —
Edité à Mayenne, 1894, Poirier Beallu, imprimeurs.

IMPRESSIONS DE VERSAILLES : Collection, 1871.

JOURNAL OFFICIEL de la République Française (périod.), *passim*.

HIPPOLYTE MAGEN : *Histoire du second Empire*, 1878.

GÉNÉRAL MARTIN DES PALLIÈRES : *Réorganisation de l'armée française*, 1871, in-8°.

MINISTÈRE DE LA GUERRE : *Extrait du décret du 28 décembre 1883 portant règlement sur le service intérieur des troupes d'infanterie, à l'usage des sous-officiers et caporaux.* — Imprimerie nationale, 1886.

MONITEUR OFFICIEL de la République française. — Collection, *passim*.

MONITEUR OFFICIEL du gouvernement général du Nord de la France et de la Préfecture de Seine-et-Oise, 1871.

PIERRE : *Traité pratique de droit parlementaire*, 1 vol. in-8°.

SIREY : *Recueil des Lois et arrêts.*

THIERS : *Histoire du second Empire.*

WEILL : *Les élections législatives depuis 1789*, 1 vol. in-12, 1895.

Vu : *Le Président de la Thèse* :
CHAVEGRIN.

Vu : *Le Doyen* :
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
--------------------	---

CHAPITRE I

Le droit de vote politique des militaires de 1789 à 1848.....	11
---	----

CHAPITRE II

Le droit de vote politique des militaires de 1848 à 1889.....	27
§ 1. La Seconde République.....	28
§ 2. Le Second Empire.....	56
§ 3. Le Gouvernement de la Défense nationale.....	59
§ 4. La Législation de 1872	63
§ 5. La Loi du 15 juillet 1889.....	80

CHAPITRE III

Projet de Réforme de l'article 9 de la Loi du 15 juillet 1889	93
CONCLUSION	97
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	103
